



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2022-09-16/2022-09-30]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Vendredi 16 septembre.

Modeste Bahati et Christophe Mboso plaident pour l'amélioration du social des Congolais. A l'ouverture de la session parlementaire de septembre, jeudi 15 septembre à Kinshasa, le président du Sénat, s'est dit préoccupé par la détérioration du social de la population congolaise. Il a notamment plaidé pour l'augmentation du salaire des fonctionnaires, afin que cela impacte directement sur le panier de la ménagère. Le président de l'Assemblée nationale dit ne pas comprendre que la RDC soit frappée de la crise alimentaire à la suite de la crise russo-ukrainienne, alors qu'elle est dotée d'une richesse en terres arables, eau et multiples ressources. Il a plaidé pour l'allocation d'un budget conséquent au secteur agricole, afin d'amener la RDC à une autosuffisance alimentaire.

Sama Lukonde dépose le projet du budget 2023 évalué à 14,6 milliards USD. Le projet du budget 2023 déposé par le Premier ministre, Sama Lukonde, auprès du président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso, est estimé à 29 milliards 520 millions de FC, soit 14,6 milliards USD. Selon le Premier ministre, plus de 10 milliards USD proviendront des ressources propres, soit une augmentation de près de 50% par rapport au budget 2022. Il a laissé entendre que ce budget se propose d'appuyer un programme ambitieux à la base pour la distribution des richesses dans chaque territoire du pays. « Nous allons maintenir le cap sur le plan des investissements qui doivent être faits. Aujourd'hui avec le contexte mondial surtout avec la guerre russo-ukrainienne nous a démontré que nous avons besoin d'accroître notre production locale et de diversifier notre économie », a-t-il poursuivi. A travers cette loi des finances, le gouvernement entend faciliter les échanges des richesses au niveau agricole.

Les parlementaires plaident pour un budget social en 2023. Pour le président de la commission socio-culturelle de l'Assemblée nationale, le budget 2023 devra prioriser la diversification de l'économie afin de lutter contre la pauvreté de la population. « Outre la question de l'agriculture, une grande priorité devra être réservée à la question de la couverture de santé universelle ». Alors que le président du Groupe de députés de 26 provinces, est d'avis que l'amélioration du social des Congolais passe en priorité par la maximisation des recettes budgétaires. Ce député a en outre souhaité que le gouvernement nettoie les fichiers de l'administration publique afin de résoudre le problème de doublon et de mécanisation des fonctionnaires avant de bien réévaluer le salaire des tous les fonctionnaires. Pour sa part, le directeur du Bureau de liaison avec le Parlement de la Cenco a invité les parlementaires à voter un budget qui respecte la redistribution des richesses entre gouvernants et gouvernés.

Maniema : les enseignants de Lubutu déplorent la ponction sur leurs salaires, de 10 000 FC. Selon le président du Syndicat national des inspecteurs de l'EPST au Congo, de Lubutu, cette manœuvre de Caritas Kisangani dure depuis deux ans. « Caritas Kisangani retranche à chaque enseignant une somme de 50 000 FC sous prétexte des frais de transport de l'agent payeur », a-t-il ajouté. Radio Okapi a tenté en vain de s'entretenir avec l'abbé-coordonateur de la Caritas de Kisangani pour avoir sa version des faits.

Lubumbashi : les vendeurs manifestent contre les vols à répétition au marché de Katuba III. Au cours de cette manifestation, ils ont brûlé des pneus et barricadé pendant un temps, le boulevard Katuba. L'un d'eux, s'est étonné que ces vols soient perpétrés alors qu'un poste de la police nationale se trouve au marché de Katuba Exacerbé, ce commerçant en appelle ainsi à l'implication de l'autorité communale de Katuba pour mettre fin à ces actes qui les dépouillent de leur moyen de survie.

Jean-Claude Mbaki s'interroge sur l'apport de l'OHADA 10 ans après. Le bâtonnier Jean Claude Mbaki s'interroge « 10 ans après qu'avons-nous fait de ce droit des affaires. A-t-il réellement impacté dans l'amélioration du climat des affaires en République Démocratique du Congo. A-t-il eu un effet incitateur à tel enseigne qu'il a attiré des investisseurs étrangers et autres dans notre pays? » Le Premier ministre a indiqué que son gouvernement attend beaucoup de l'issue de ces assises : « C'est ici pour moi l'occasion d'annoncer que la RDC pourra, au début de l'année 2023, être à la tête de la conférence des chefs d'États et des gouvernements de l'OHADA. Pour y parvenir notre gouvernement aura besoin de vos études ainsi que des expertises issues de ces assises ».

Bukavu : Vital Kamerhe dévoile son plan de sortie de l'insécurité dans l'Est du pays. « Ce plan se décline en plusieurs volets à savoir militaire car nous ne pouvons pas être distraits. Soutenons les Fardc et la Police Nationale Congolaise ; diplomatique et politique parce que, pour guérir une maladie, il faut d'abord établir un diagnostic clair ». Après avoir diagnostiqué l'insécurité dans l'Est de la RDC, l'ancien directeur de cabinet du chef de l'État dit avoir dessiné cette crise dans un triangle. Selon lui, au sommet de ce triangle se trouve la RDC et sur la base, il y a d'un côté le Rwanda et de l'autre côté l'Ouganda alors que le M23 est au milieu. « Si nous voulons résoudre ce problème, nous en tant que Congolais, nous devons demander à nos frères de libérer Bunagana, de déposer les armes et leurs revendications seront examinées en toute sincérité », a soutenu Vital Kamerhe. Il s'est rendu ce vendredi à Shabunda, avant de poursuivre son périple dans les autres territoires du Sud-Kivu.

Beni: alerte sur la présence d'hommes armés suspects aux alentours de la ville. Ces personnes sont visibles à Buna et Kaseghe, deux entités situées à la limite de la ville de Beni vers sa partie Ouest. Le président de la société civile de Bungulu, a recommandé aux autorités de prendre ces alertes au sérieux afin d'éviter le pire. De son côté, le porte-parole des Fardc assure que les services de sécurité ont pris des dispositions pour parer à toute éventualité et a invité la population à continuer d'alerter les services de sécurité de tous mouvements suspects.

Tanganyika : faute d'espaces pour dormir, des détenus passent nuit debout à la prison de Kalemie. L'étroitesse des dortoirs oblige des détenus à dormir debout. « C'est à -dire, vous êtes à 50 dans un local, 25 dorment et les autres debout, après quelques heures qui dormaient se tiennent aussi debout et ceux qui étaient debout dorment ». Cette prison connaît une carence en nourriture, médicaments et autres nécessités. Elle fait face au surpeuplement avec environ 900 pensionnaires alors qu'elle a une capacité d'accueil de 250 personnes.

Ituri : 5 corps en décomposition découverts à Mandje, un site minier dans le territoire de Mambasa. Des sources locales accusent les ADF et leurs alliés Maï-Maï d'avoir tué ces victimes lors de leur dernière incursion qui remonte à une semaine dans la zone. La Nouvelle société civile locale affirme que 13 corps de personnes tuées par ces rebelles sont déjà ramassés dans plusieurs entités de la chefferie de Babila Babombi. Elle a demandé aux services de sécurité d'organiser une fouille systématique dans les zones de combats pour retrouver d'autres corps.

Démission de Vidiye Tshimanga, conseiller stratégique de Félix Tshisekedi. Cette démission fait suite à la publication, le 15 septembre, par le journal suisse Le Temps, de plusieurs vidéos dans lesquelles il négocie de l'argent auprès de pseudo-investisseurs. Vidiye Tshimanga parle de manipulation. «La défense de l'intérêt général, le respect strict de la loi et la promotion de l'État de droit sont au cœur de la vision du président Tshisekedi pour édifier une justice sociale profitable à tous les congolais. Cela ne se fera qu'au prix de l'exigence d'exemplarité de la part de chaque congolais, à commencer par ceux qui dirigent le pays », note la Présidence.

Nord-Kivu : environ 2 315 nouvelles infections au VIH recensées au premier semestre 2022 ; alors que l'année dernière, les chiffres étaient de 1698 nouvelles infections. Cette recrudescence de cas de VIH/Sida à

plusieurs facteurs dont l'insécurité et l'irresponsabilité de certains individus. Ces nouveaux cas s'ajoutent aux 21 300 anciens déjà placés, fin 2021, sous traitement anti-retro-viral (ARV). Pour son secrétaire provincial exécutif, le VIH/Sida reste une urgence sanitaire au Nord-Kivu, au même titre que la COVID-19 ou Ebola.

Nord-Kivu : la situation humanitaire est complexe et critique, sur l'ensemble de la province du Nord-Kivu. Selon la cheffe du sous bureau d'Ocha, cette crise s'est accentuée à la suite de l'instabilité sécuritaire mais aussi de l'inaccessibilité dans certaines zones où les besoins humanitaires se font de plus en plus sentir. Elle reconnaît cependant l'apport des bailleurs des fonds auprès des acteurs humanitaires et appelle à la mobilisation de tous pour transcender la crise : « Pour le moment, les stratégies sont de voir comment nous allons travailler avec les partenaires locaux qui sont déjà sur le terrain ici au Nord-Kivu ».

Samedi 17 septembre.

Le prix du carburant réajusté. Les prix des carburants terrestres et d'aviation ont été réajustés dans toutes les zones d'approvisionnement de la RDC, a indiqué vendredi 16 septembre un communiqué du ministère de l'Economie nationale. Le prix de l'essence dans l'Ouest, par exemple, est fixé à 2.695 FC à la pompe, le gasoil à 2.685 FC le litre. Au Nord et dans l'Est du pays, le prix de l'essence se vend à 3 400 FC (1,70 USD) alors que le gasoil est à 3.350 FC (1,69 USD). Dans la Zone Sud de la RDC, le litre d'essence se négocie à 3.345 FC alors que celui de gasoil revient à 3.335 FC (1,67 USD). En ce qui concerne les vols nationaux, le litre du kérosène se vend à 2.075 FC, dans l'Ouest. Dans l'Est, il est fixé à 3.016 FC tandis qu'au Sud, le litre du Kérosène se vend à 2.877.

Nord-Kivu : suspension des travaux de construction et exploitation agricole à Nzulo, sur l'axe Sake-Masisi au bord du lac Kivu. La zone de Nzulo est à la base du conflit opposant l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) aux populations riveraines du parc national des Virunga. L'ICCN parle de spoliation d'un espace d'environ 1 100 hectares, appartenant au parc des Virunga, tandis que ces populations riveraines revendiquent le droit de propriété de cet espace. Une commission mixte de vérification de spoliation de cet espace s'est rendue sur place lundi dernier et a constaté une centaine de constructions illégales, de carrières d'exploitation de sable et de champs de culture vivrière. Pour cet établissement public, ces habitants ont violé la loi sur la conservation de la nature et se cacheraient derrière des opérateurs économiques et certaines autorités politico administratives, judiciaires et militaires du Nord-Kivu.

Kinshasa : 7 bénéficiaires de la bourse DAFI présentés à l'ambassade d'Allemagne. Sept de 50 jeunes réfugiés bénéficiaires de la bourse DAFI ont été présentés, jeudi 15 septembre, à l'ambassade d'Allemagne à Kinshasa, après avoir terminé leur cycle de licence. Ces lauréats ont décroché leurs diplômes dans différentes disciplines, trois ans après avoir obtenu cette bourse. Pour la Représentante du HCR en RDC, cette expérience devrait se poursuivre pour le bien des bénéficiaires et aussi pour le bien du pays d'accueil : Initiée et financée par le gouvernement allemand, la bourse DAFI permet à des réfugiés du monde entier de poursuivre des études supérieures. Créé en 1992, ce programme a déjà permis à plus de 13 500 réfugiés d'étudier dans des universités de leurs pays d'accueil.

Lubumbashi : plus de 40 personnes formées sur la mise en œuvre de la justice transitionnelle. A l'initiative du Bureau conjoint des Nations Unies aux Droits de l'homme (BCNUDH) en collaboration avec le ministère des Droits humains, ce forum entend instaurer un climat de paix pour le développement de cette province. D'après, Marion Deniaud du BCNUDH la mission des personnes formées consistera à « se rendre auprès des populations et échanger avec elles pour collecter toutes les informations nécessaires pour qu'ensuite le gouvernement puisse développer les politiques, les réformes nécessaires pour mettre en œuvre cette vision de la justice transitionnelle que le gouvernement souhaite développer ». Cette justice transitionnelle est basée sur plusieurs piliers : « Le premier pilier c'est la vérité, le deuxième pilier, c'est la justice le troisième pilier c'est, la réparation et le quatrième, c'est la garantie de non-répétition. C'est un mécanisme qu'on met en place dans un pays post conflits pour nous amener tout droit vers un Etat de paix, un Etat pour le développement du pays ». Pour les participants, il sera question de chercher les problèmes spécifiques qui ont engendré les situations de crise.

Kisangani : flambée des prix des denrées alimentaires sur le marché local, en provenance de l'Ituri et du Nord-Kivu. Selon les grossistes, cela fait suite notamment au délabrement très avancé de la RN4, reliant Kisangani dans l'Est du pays. Plusieurs véhicules sont bloqués et les produits alimentaires qu'ils transportent s'avarièrent. La situation risque de s'empirer à cause de la fréquence de pluies qui s'annoncent au cours des mois de septembre, octobre et novembre.

Le mouvement « Forum citoyen » recommande à la Monusco de publier son plan de retrait. Le coordonnateur de cette organisation pro démocratie, a également appelé au renforcement des capacités opérationnelles des casques bleus afin de mettre un terme à la présence des groupes armés qui pullulent l'Est de la RDC. Cette structure des jeunes fait sa demande une année après que la cheffe de la Monusco, Bintou Keita, et le Premier ministre, ont procédé à la « signature du Plan de transition pour le départ échelonné de la Monusco ». Ce document contient «dix-huit jalons et beaucoup d'indicateurs qui expliquent comment le travail doit être fait, donc mis en œuvre pour qu'à un moment donné, la Monusco puisse partir de façon graduelle, responsable et durable de la RDC».

Kinshasa : lancement d'une campagne de plaidoyer en faveur des femmes et enfants détenus à Makala. A l'initiative de « Femmes solidaires pour la paix et le développement » (FSPD) et de la fondation Alidor Masamba, ce plaidoyer consiste à l'assistance de cette catégorie de prisonniers. Cette assistance socio-humanitaire et juridique fait suite aux alertes sur les conditions déplorables de ces pensionnaires. Elles envisagent la prise en charge psychologiques et la formation professionnelle des femmes et enfants détenus de la prison de Makala.

Bukavu : les acteurs de la sécurité formés contre le trafic illicite des minerais. Organisée par l'Organisation internationale des migrations (OIM), cette formation de cinq jours a bénéficié de financement du département d'Etat américain de lutte contre les stupéfiants et l'application des lois. Ursule Karumba de la police de protection de l'enfant au Sud-Kivu a reconnu qu'elle a enrichi ses connaissances sur la manière d'éviter que les enfants soient utilisés dans l'exploitation des minerais. Selon des sources sur place, de nombreux enfants de cette partie du pays abandonnent les études après être utilisés dans les sites miniers.

Beni : la police démantèle un réseau d'escrocs à Kasabinyole, dans la commune de Ruwenzori à Beni-ville. Ces incriminés qui promettent de l'emploi moyennant une somme d'argent ont été présentés le même vendredi devant la presse. Le chargé de communication de la PNC/Beni, a rapporté que ces présumés escrocs utilisent des cartes Sim pour appâter leurs interlocuteurs. Il a expliqué avoir été alerté par la population et sur terrain ils sont tombés sur des téléphones et plus de 100 cartes Sim.

Elections : les musiciens congolais promettent d'accompagner la Ceni, dans l'organisation des élections, en sensibilisant les populations. « Notre institution nous a invités pour qu'on échange et qu'après, nous puissions sensibiliser nos compatriotes pour les élections à venir, de l'enrôlement jusqu'au vote... C'est la reconnaissance de notre rôle au sein de la société », a déclaré le porte-parole de circonstance de ces musiciens. La Ceni dit compter sur l'implication de ces musiciens dans le processus électoral en cours.

Sud-Kivu : installation d'un cadre permanent des médias à Bukavu, a l'INPP/Bukavu. Ce cadre se propose de jouer le rôle d'intermédiaire entre les médias et les services étatiques afin de dissiper les mésententes : « Il y a eu polémique autour des taxes entre la Division de communication et médias, mais ce cadre à caractère inclusif va nous servir de débattre de toutes ces questions dans le secteur des médias du Sud-Kivu. Et toutes les orientations du secteur dans la province seront aussi prises au sein de ce cadre ». Ce cadre de concertation tombe à point nommé pour mettre fin aux tiraillements entre les journalistes et la Division de la communication. Ce forum a été organisé en partenariat avec les organisations intervenant dans les secteurs des médias au Sud-Kivu à savoir : CSAC, UNPC, AFEM, SYMUF, RATECO.

Ituri : présentation de 5 présumés rebelles ADF devant le gouverneur. Selon le porte-parole de l'armée, ces présumés rebelles ont été appréhendés pendant les opérations militaires au Sud d'Irumu. Il a expliqué que les services de renseignements suivaient leurs pistes depuis quelques jours avant de mettre la main sur eux. Il a accusé certaines personnes de cette contrée d'aider les ADF à recruter des jeunes, à s'approvisionner en armes, en vivres et en médicaments. Parmi ces personnes certaines seraient en liaison même avec le M23 au Nord Kivu.

Félix Tshisekedi encourage le gouvernement à récupérer le patrimoine immobilier de l'État acquis indûment par des tiers. Il a enjoint les ministres concernés d'œuvrer pour la sauvegarde du patrimoine immobilier de l'État, afin de mettre terme aux abus constatés par le passé, lesquels ont conduit à la dépossession d'une partie importante de son patrimoine aussi bien minier, foncier ou encore immobilier sans contrepartie significative. Il a, par la même occasion, appelé le gouvernement à mettre sur pieds des mécanismes efficaces pour renforcer les dispositifs légaux et réglementaires existants afin qu'il soit rapidement possible de recouvrer d'une part les biens publics illégalement arrachés du patrimoine de l'Etat et d'autre part d'éviter les erreurs du passé.

Mbandaka : un motocycliste tué, sa moto emportée par ses bourreaux. Ses bourreaux sont deux clients qu'il transportait, ont indiqué des témoins. C'est dans un coin obscur, devant le temple protestant de Mbandaka III, qu'ils lui ont logé une balle au ventre, avant de lui ravir la moto et de l'abandonner gisant au sol.

Nord-Kivu : 15000 déplacés enregistrés dans le site Rwsa 2 à Rutshuru. D'une capacité de 20.000 personnes, ce site a été mis en place par le HCR et ses partenaires pour héberger des déplacés internes congolais, y compris ceux qui ont récemment choisi de rentrer en RDC depuis les régions frontalières ougandaises. Le chargé de communication du HCR/Goma, indique que les fournitures d'abri ainsi que l'aide d'urgence ont été mis à la disposition par le HCR, la CNR, AIDES, des autorités locales et de la coordination humanitaire afin de soulager la détresse de ces populations. Il ajoute que les contraintes budgétaires ne permettent pas aux humanitaires de répondre à tous les besoins des déplacés. Malgré cela, le HCR réaffirme son engagement à rester sur place.

Dimanche 18 septembre.

Bandundu : célébration d'une messe de réconciliation entre les peuples Teke et Yaka. L'évêque du diocèse de Kenge, Mgr Jean-Pierre Kwambamba, a célébré le 17 septembre à Bandundu, chef-lieu de la province du Kwilu, une messe de réconciliation entre ethnies Teke et Yaka. « Nous avons prié pour la paix et la justice au Congo et spécialement pour notre territoire de Kwamouth. C'est une situation qui nous préoccupe. Nous ne pouvons qu'inviter nos frères à se réconcilier. J'ai voulu inviter tout le monde à se convertir, à se laisser éclairer par la parole de Dieu. Cette parole qui nous invite à la paix, à la réconciliation et à vivre en frères et sœurs ». Il a également invité les autorités du pays à « prendre leurs responsabilités en mains pour mettre fin à ce conflit ».

Bandundu : la communauté islamique Ahmadiyya offre des vivres aux déplacés de Kwamouth. « La communauté a préparé la viande de bœuf avec le fufu, et aussi de dix sacs de fufu plus quatre bidons de 25 litres d'huile de palme pour assister les déplacés Teke et Yaka. Leurs conditions sont vraiment difficiles. » La communauté Islamique Ahmadiyya dans la province du Kwilu, demande aux autorités attirées de rétablir la paix à Kwamouth, afin que les déplacés puissent regagner leurs milieux de vie habituelle.

Kongo-Central : le bilan de l'explosion du camion-citerne passe de 7 à 10. Cela, après que trois autres personnes sont décédées à leurs brûlures, à l'hôpital Saint-Luc de Kisantu (Kongo-Central). Des voix s'élèvent pour qualifier d'inhumain l'inhumation de 7 premières victimes dans une fausse commune. L'administratrice-adjointe du territoire de Madimba, a indiqué que l'enterrement des victimes de cet accident est intervenu le même jeudi à la suite de plusieurs contraintes : manque de moyens financiers et blocage RN1, ne permettant pas l'acheminement des cercueils vers Kisantu et les restes de ces victimes n'étaient pas identifiables.

Lualaba : plus de 50 évadés recensés aux cachots de Fungurume en une semaine. « La première évasion, c'était à 3 h du matin, il y avait deux policières qui étaient commises à la garde du cachot au niveau de Kabila II au quartier Dipeta, où il y a eu 11 évadés sur 24. La dernière, c'est le 15 septembre où on a assisté à l'évasion de 42 condamnés accusés de vol et de viols ». Ces deux évasions ont suscité la panique au sein de la population de Fungurume qui redoute le retour de l'insécurité dans cette partie du pays.

Ituri : 29 bâtiments scolaires et sanitaires construits par Fonds social. L'objectif est d'améliorer les conditions de la population dans cette province affectée par la pandémie de la COVID-19 et les conflits armés. Au total, quatorze bâtiments scolaires et sept structures de santé sont construits par le Fonds social de la République. Tous ces ouvrages ont été équipés notamment de bancs pour les écoles et des lits et du matériel nécessaire, tels que les microscopes, pour les structures sanitaires. Il y a également huit puits d'eau aménagés. Ces projets sont exécutés dans les vingt-quatre quartiers de la ville de Bunia et dans six groupements à la périphérie de Bunia, selon les besoins exprimés par les communautés locales. Plus de soixante autres projets de construction sont en cours d'exécution, notamment dans les territoires d'Aru et de Djugu.

Bruno Lemarquis : « la RDC compte 27 millions de personnes qui souffrent de la malnutrition ». Comme solution à ce fléau, ce haut fonctionnaire de l'ONU préconise « que les partenaires qui travaillent dans le développement et dans l'humanitaire travaillent de manière coordonnée avec les autorités provinciales pour s'attaquer à certaines des causes qui créent les besoins humanitaires par exemple la question des infrastructures routière, de transformation agricole ». A l'occasion, le représentant spécial-adjoint du secrétaire général de l'ONU en RDC a levé l'équivoque en établissant la nuance entre la Monusco et les Nations Unies. Pour lui, la Monusco fait partie d'une famille de 24 membres des Nations Unies en RDC.

EPST : les inspecteurs du Mai-Ndombe 1 appelés à remplir leur mission de contrôle. « L'inspecteur a trois missions : le contrôle, la formation et l'évaluation. Et, nous savons très bien que ces missions ont plusieurs activités dans la stratégie sectorielle de l'éducation et de la formation de 2016 à 2025 en respectant l'ODD 4 qui prévoit que ces activités peuvent aller jusqu'à 2030 ». L'Inspecteur principal provincial (IPP) a également invité les inspecteurs de son entité à lutter contre toute forme d'antivaleurs afin de rendre un service de qualité et pour que l'éducation aille de l'avant.

Plus de 300 vulnérables visés dans un projet d'assistance sociale au Nord-Kivu et en Ituri. C'est dans ce cadre que la Monusco a remis, le 17 septembre, des kits scolaires aux enfants victimes de divers abus commis par le personnel de l'ONU à Goma, Beni (Nord-Kivu) et Bunia (Ituri). La mère d'un de ces enfants bénéficiaires a salué l'accompagnement de la Monusco dans la scolarité de leurs enfants. Hormis cette assistance, cette femme demande également à la Monusco de leur doter des parcelles ou vivre dans la quiétude.

Kasaï-Oriental : une vingtaine de blessés graves dans un accrochage ethnique à Miabi. Plus de 20 personnes ont été grièvement blessées à la suite des combats ayant opposé, jeudi et vendredi derniers, deux camps au groupement de Bena Tshimungu, territoire de Miabi (Kasaï-Oriental). Cet accrochage a eu lieu entre sympathisants du chef au pouvoir et ceux d'un prétendant au poste de passage dans cette entité. Trois véhicules ont été caillassés, une motocyclette incendiée et une autre emportée par des personnes non identifiées à l'issue de cet affrontement. Des sources sur place avancent le bilan provisoire d'une trentaine de personnes blessées qui, actuellement, sont admises au centre de santé de Bena Mpanda pour de soins. Arrivée sur place pour rétablir l'ordre, la police nationale a mis la main sur deux personnes pour raison d'enquête. Pendant ce temps, un dispositif sécuritaire est visible dans le groupement de Bena Tshimungu.

Ituri : la FEC déplore l'érection de 65 barrières « illégaux » de l'OCC. Les opérateurs économiques de l'Ituri ont exprimé leur indignation lors de leur assemblée générale extraordinaire, à Bunia. Ils demandent à l'OCC de démanteler ses barrières sous menace de suspendre, dans 48 h, toutes les activités économiques en Ituri. Il s'appuie sur les textes légaux qui exigent l'OCC de s'installer uniquement aux frontières plutôt qu'à l'intérieur de la province. Pour sa part, le directeur provincial de l'OCC a rejeté ces allégations, expliquant que son entreprise vérifie plutôt les documents pour l'importation des marchandises en vue de lutter contre la fraude.

Bukavu : inauguration de trois ponts au quartier Kasha. Construits sur fonds propres des habitants de cette municipalité, regroupés au sein du projet « Famille Tujenge Kwetu Kasha », ces ouvrages ont été inaugurés par le ministre provincial des Infrastructures du Sud-Kivu. Ces ponts vont désenclaver le quartier Kasha qui n'avait jamais vu véhicule, ni moto passer dans son entité, a fait savoir un habitant du quartier Kasha. A la même occasion, le ministre provincial des Infrastructures du Sud-Kivu, a lancé officiellement les travaux du 4e pont encore en chantier et pour lequel il a promis une enveloppe de 30 000 USD du gouvernement provincial.

Sud-Kivu : relance des travaux d'asphaltage de la route Kazingo-Amsar. Les travaux reprennent après un arrêt brusque survenu depuis deux ans, à la suite de la rupture du financement. Le directeur général de la Société congolaise de construction (SOCOC) affirme que les moyens sont disponibles pour 6 km sur la route vers l'aéroport de Kavumu mais aussi pour 6 autres km de route en plein centre-ville de Bukavu. Le tronçon Kazingo -Amsar bénéficie d'autres ouvrages tels que des ponts, des dalots des buses et des avaloirs. Une fois les travaux achevés la route, qui dessert l'aéroport de Kavumu, va totaliser 12 km asphaltés sur une vingtaine.

Des jeunes fument de plus en plus la chicha, à Kinshasa et dans d'autres grandes villes de la RDC. Il s'agit d'une sorte de pipe orientale à long tuyau flexible reliée à un flacon d'eau chaude aromatisée par la liqueur et autres substances. Les jeunes, filles et garçons, fument sans contrôle cette substance dans des boîtes de nuit, bars et bistrot. L'Alliance congolaise pour le contrôle de tabac (ACCT), tire la sonnette d'alarme sur la commercialisation des appareils de consommation de la Chicha en RDC. Elle estime que cette vente libre est de nature à favoriser la consommation de ce produit. Selon les chiffres de l'OMS, le monde compte environ 100 millions de consommateurs de la Chicha. Son usage est très répandu en Amérique et au Moyen Orient. **Action du gouvernement.** À l'occasion de la journée mondiale sans tabac célébrée le 31 mai dernier, le ministre de la Santé publique, hygiène et prévention, avait affirmé que plusieurs actions de santé publique étaient mises en place par le gouvernement afin de limiter la consommation du tabac, notamment de la chicha en RDC. Cependant, la lutte contre ce tabac patine en République démocratique du Congo. **Méfaits du tabagisme passif.** En RDC, la vente du tabac, cigarette ou chicha est légale. Au moins un jeune sur trois la fume. Malgré les efforts que déploie le gouvernement par le biais de l'Organisation mondiale de la santé contre le tabagisme, les politiques de santé ne semblent pas toujours efficaces pour la lutte contre le tabagisme.

Lundi 19 septembre.

New-York : Félix Tshisekedi attendu à la 77^e Assemblée générale de l'ONU, qui s'ouvre ce 19 septembre. Le président Félix Tshisekedi va prendre la parole cette fois-ci dans un contexte particulier, où la RDC subit une agression par l'un de ses voisins. En marge de cette Assemblée générale, des réunions bilatérales et multilatérales sont envisagées. "C'est dans ce cadre que le président de la République s'est fait accompagner de quelques membres du gouvernement, mais aussi des quelques cadres de son cabinet, ses conseillers".

Butembo : les Fardc arrêtent le chef du groupe Mai-Mai Kyandenga et 10 de ses combattants. Ce dernier est le chef du groupe Mai-Mai Kyandenga qui collaborait, selon l'armée, avec les ADF qui opèrent à l'Ouest de la cité de Eringeti dans le territoire de Beni au Nord-Kivu et Otomabere ainsi que dans les périphéries de la localité de Biakato dans le territoire de Mambasa dans la province de l'Ituri. Selon le porte-parole des opérations Sokola 1 Grand Nord, ce chef rebelle a été arrêté avec ses dix combattants Mai-Mai qui assurent sa sécurité « en pleine réunion de planification de massacre le soir du dimanche dans la ville de Butembo ».

Ituri : les usagers de la route Bunia-Komanda-Luna plaident pour la rapidité dans l'organisation des escortes. Les transporteurs et les passagers du tronçon routier Bunia-Komanda-Luna dans la province de l'Ituri affirment qu'ils vivent « un calvaire » pendant qu'ils attendent que soit organisé le convoi escorté par les Fardc. Certains témoignent qu'ils passent même un mois à Luna et Komanda. D'autres qui empruntaient le tronçon Beni-Mambasa-Bunia indiquent qu'ils sont bloqués à cause de l'activisme des rebelles ADF dans le territoire de Mambasa. Du coup, plusieurs véhicules sont bloqués à Luna à la limite avec le Nord-Kivu et à Komanda pour attendre l'escorte des militaires des Fardc. Selon des sources locales, des centaines de passagers qui n'ont plus des moyens pour leur survie vivent dans des conditions difficiles.

Kongo-Central : les véhicules transportant des produits pétroliers visés par certaines restrictions. « Tout véhicule transportant des produits pétroliers doit être soumis à l'expertise et à la validation de l'administration des Hydrocarbures du Kongo-Central. Et il ne peut en aucun cas, circuler dans les grandes agglomérations de la province pendant les heures de pointe ». Cette instruction émane du gouverneur de province, à la suite de la récurrence d'accidents sur la RN1, causés par les incendies dus aux produits inflammables, occasionnant des pertes en vies humaines. Il est aussi prohibé, tout transport mixte, c'est à dire le transport dans un même véhicule, des produits dangereux, avec des passagers, ou avec des produits agricoles et alimentaires. La note circulaire interdit également le transport des produits pétroliers dans des véhicules non appropriés, comme des camions ordinaires, une voiture, un bus ou un minibus. Tout véhicule transportant des produits dangereux doit avoir des réflecteurs avant et arrière signalant : produits inflammables, produits toxiques, produits dangereux, défense de fumer, ainsi que le nom de la société ou établissement qui les transportent.

Matadi : grève des taximen pour exiger l'augmentation du prix de la course. Leur demande fait suite à la hausse du prix de l'essence à la pompe qui passe de 2496 à 2800 FC (1,40 USD). Depuis ce lundi, les artères de la ville de Matadi sont désertes. Les ministres provinciaux des Transports et du Plan, les responsables des associations des chauffeurs taxi et des motocyclistes sont en pourparlers pour « trouver une solution à cette situation ».

Maniema : lancement de l'opération de l'identification des élèves pour maîtriser leurs effectifs. Cette opération vise, à constituer un fichier fiable pour maîtriser les effectifs de tous les élèves. Ces opérations de 4 mois sont menées par le service de SECOPE, en collaboration avec le Service national d'identification des élèves (SERNIE). Selon le directeur provincial de SECOPE Maniema 1, c'est dans le souci de lutter contre les faux titres scolaires et autres pièces scolaires ainsi qu'au vagabondage scolaire des élèves. Selon l'inspecteur principal provincial, cette première opération concerne d'abord les élèves réguliers.

Nord-Kivu : 8 morts parmi les déplacés de guerre vivant à Nyiragongo. La société civile locale attribue ces morts aux conditions de vies précaires de ces ménages, estimés à plus de 2000 ménages dans 5 sites du territoire de Nyiragongo. Médecins Sans Frontières (MSF) qui approvisionnait ces différents sites en eau potable affirme, depuis trois semaines, être à la fin de son projet. Mais il continue à apporter son soutien en médicaments. La société civile de Nyirangngo redoute que la situation de ces déplacés s'empire, après le départ de cette organisation internationale. Cette structure déplore cependant de l'indifférence du gouvernement vis-à-vis de ces déplacés.

New-York : ouverture du sommet sur la transformation de l'éducation. « Partout dans le monde, l'éducation de plus de 90 % des enfants a été interrompue par la COVID-19. Ce qui constitue le bouleversement le plus important de l'histoire pour les systèmes éducatifs », indique les Nations unies. Le Sommet sur la transformation de l'éducation est organisé en réponse à une crise mondiale de l'éducation portant sur des facteurs tels que l'équité, l'inclusion, la qualité et la pertinence. Souvent lente et invisible, cette crise a un impact dévastateur sur l'avenir des enfants et des jeunes de la planète, estime l'ONU. Pour de nombreux étudiants, en particulier les filles et les jeunes femmes, cette rupture peut devenir permanente, avec des conséquences potentielles sur leurs droits, l'égalité et le développement des générations futures. La pandémie a également fait ressortir de grandes disparités non seulement entre les pays, mais surtout entre différents groupes d'apprenants d'un même pays. Convoqué par le Secrétaire général à l'occasion de la 77e session de l'Assemblée générale des

Nations unies, ce sommet a pour objectif de placer l'éducation au premier rang de l'agenda politique mondial, de mobiliser l'action, l'ambition, la solidarité et les solutions afin de combler les lacunes d'apprentissage liées à la pandémie et de semer les graines nécessaires à la transformation de l'éducation dans un monde qui évolue rapidement.

Mambasa : 2 journées ville-morte décrétées contre l'activisme des miliciens. A travers cette action, les acteurs de la société civile locale veulent interpeller le gouvernement à mettre fin aux exactions des ADF notamment le meurtre, le pillage des biens, provoquant le déplacement de milliers d'habitants. Ces deux journées ville-morte visent également à honorer la mémoire des 63 personnes tuées, en aout dernier, par les ADF dans les chefferies de Babila Babombi et de Bakwanza. L'administrateur du territoire de Mambasa déplore cette démarche de la société civile qui, selon lui, accentue la misère de ses administrés.

Ituri : les ADF tuent 8 personnes lors d'une nouvelle attaque au sud d'Irumu. Des hommes armés, identifiés comme des rebelles ADF, appuyés par des éléments Mai-Mai Kyandenga se sont introduits tout d'abord dans la localité d'Apamayaya, ensuite à Apakolu et à Masongo pendant que plusieurs habitants revenaient de leurs champs. Ces miliciens ont opéré en toute quiétude, sans tirer le moindre coup de feu. Six personnes ont été découpées à la machette. Plusieurs sources affirment que de nombreux habitants ont fui vers l'Ouest d'Otmaber en direction d'Oicha, chef-lieu du territoire de Beni au Nord-Kivu. Le vendredi dernier, deux autres civils, un homme et sa femme ont été tués à Kazaroho, toujours dans la même région par des ADF.

Butembo : la CEPADHO salue l'arrestation du chef milicien Kambale. « Son arrestation va fragiliser davantage ce mouvement terroriste. Mais sachant le rôle qui est sien au niveau des ADF/MTN, nous craignons que ceux-ci cherchent à pouvoir obtenir sa libération. C'est pourquoi nous voudrions qu'il soit gardé en lieu sûr ». Ces assaillants ont été appréhendés en pleine réunion de planification d'attaques contre la population de Butembo.

Kasai-Oriental : réouverture de la paroisse Saint Amand de Kabanda à Ngandajika. Cette paroisse a été profanée au mois de juillet dernier par les personnes non autrement identifiées. Les chrétiens catholiques ont assisté à la messe de réouverture dite par le premier vicaire général, Mgr Grégoire Tshimena, suivie d'une cérémonie de purification de cette paroisse. Plusieurs paroissiens venus à cette messe ont demandé pardon à Dieu, pour les actes qui ont été commis jusque-là par des personnes non autrement identifiées. Ces derniers avaient cassé les portes de cette paroisse. Ils ont emporté les objets sacrés, dont le sacrement.

Kalemie : un militaire tué par des coupeurs des routes. Tout est parti lorsqu'un groupe de conducteurs de taxis-motos, en provenance de Kalemie vers Bendersa, est tombé dans une embuscade tendue par des bandits armés au niveau du village Kapunda. Les victimes ont été dépouillées de leurs biens avant d'être relâchées avec leurs motos. Parmi les victimes, figure un élément des Fardc qui avait pris un taxi-moto. Il a été tué par balle.

Butembo : 2 personnes tuées par des hommes armés à Bulengera. Le chef de cellule Vukonderya, au quartier Kamesi-Mbonzo dans la partie Nord de Butembo, a été tué par balle. Dans cette même municipalité de Bulengera, mais au quartier Kyaghala, un autre habitant a été retrouvé mort décapité par des inconnus, ce même matin.

Nord-Kivu: la société civile appelle à la restauration de l'autorité de l'Etat dans toute la province. Elle estime que cela permettra de neutraliser tous les groupes armés locaux et les ADF, auteurs de plusieurs exactions et tueries des civiles dans la région. Quatre coordinations de la société civile se sont mises ensemble pour diagnostiquer la situation sécuritaire dans la partie Nord de la province du Nord-Kivu. Dans leur communiqué final, elles ont évoqué l'occupation de la cité de Bunagana dans le territoire de Rutshuru par les rebelles du M23. Elles demandent aux Fardc de mener des actions offensives pour libérer cette cité des mains de ses envahisseurs.

Lubero : 2 morts lors d'une incursion des Mai-Mai/Chandenga à Bashaga. Ils sont venus de Kaviniro, village situé à la limite avec la chefferie des Bashu. Ils ont échangé des tirs avec les Fardc pendant environ 4 h, au cours desquelles un militaire et un civil ont été tués, affirme-t-il.

Goma, "une cité avec zéro déchet d'ici 2030". La première édition d'une journée d'exposition a été organisée samedi 17 septembre à Goma dans le but de sensibiliser les communautés locales en particulier, les acteurs environnementaux à s'approprier les enjeux environnementaux pour lutter contre la pollution et faire de la ville de Goma, "une cité avec zéro déchet d'ici 2030." Plusieurs produits ont été exposés au cours de cette journée. Il s'agit des briquettes écologiques faites à la base de déchets ménagers biodégradables, des braseros écologiques,

des plantules pour ornements des parcelles et artères routières, des pavés faits à base des déchets plastiques recyclés.

Le ministre président du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles en visite à Kinshasa. Il a inaugurée lundi 18 septembre le nouveau bâtiment du Centre Wallonie-Bruxelles de Kinshasa. Il procèdera également à la visite des projets de coopération avec la RDC et à la participation mardi aux fêtes Wallonie-Bruxelles. Il s'est rendu avec son équipe à la maison communale de Ngaliema pour palper du doigt les retombées du jumelage entre la commune bruxelloise d'Herve qu'il a dirigée par le passé et la commune kinoise de Ngaliema.

Tshopo : plusieurs indicateurs de santé se sont améliorés en 6 mois. Le chef de Division provinciale de la santé (DPS)/Tshopo, a fait cette déclaration à Kisangani lors de l'évaluation à mi-parcours de la mise en œuvre du plan d'action opérationnel 2022 des zones de santé de la province de la Tshopo. Cependant, certaines zones de santé éprouvent d'énormes difficultés : « c'est le cas de prise en charge de césariennes. Le taux d'exécution de césariennes est très faible...Si nous regardons au niveau de la province, on est en train de dénombrier de plus en plus des cas de complications post-obstétricales. » Mais les autres comme la vaccination les choses sont en train de bien évoluer. Par ailleurs, au sujet de la résurgence de la polio dans la zone de santé de Basoko, le chef de division fait savoir qu'un seul cas seulement a été confirmé sur un échantillon d'une trentaine des cas suspects.

Mardi 20 septembre.

New-York : des chefs d'Etat débutent leurs discours à la tribune de l'ONU ce mardi. Plus de cent cinquante chefs d'Etat et de gouvernement du monde vont, à partir de ce mardi 20 septembre à New-York, se succéder à la tribune de la 77^{ème} Assemblée générale de l'ONU. En sa triple qualité de président de la RDC et président en exercice de la CEEAC et de la SADC, Félix Tshisekedi devrait prendre la parole du haut de la tribune des Nations unies mercredi 21 septembre à l'occasion de cette assemblée générale exclusivement en présentielle.

New York : Antonio Guterres déplore « un monde qui se déchire » par des crises et inégalités. « On ne compte plus les crises. En Afghanistan, l'économie est en ruine, plus de la moitié de la population est en proie à des niveaux de faim extrêmes, tandis que les droits humains, et en particulier les droits des femmes et des filles, sont bafoués. En RDC, les groupes armés de l'est terrorisent les civils et attisent les tensions régionales. Dans la Corne de l'Afrique, une sécheresse sans précédent menace la vie et les moyens de subsistance de 22 millions de personnes.» Dans un monde qui se déchire « nous devons créer des mécanismes de dialogue pour apaiser les divisions. C'est pourquoi j'ai esquissé les éléments d'un Nouvel Agenda pour la paix dans mon rapport sur 'Notre Programme commun' ». Il a réaffirmé sa détermination « à tirer le meilleur de tous les outils diplomatiques de règlement pacifique des différends qui s'offrent à nous, comme le prévoit la Charte des Nations unies : négociations, enquêtes, médiation, conciliation, arbitrage et règlement judiciaire. »

Tête-à-tête Félix Tshisekedi - Antonio Guterres à New York. En marge de la 77^{ème} session de l'Assemblée générale des Nations unies, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a reçu en tête-à-tête le président de la République, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo ce 20 septembre à New York. Celle-ci intervient au lendemain d'une déclaration de M. Guterres, selon laquelle la rébellion du M23 est mieux équipée que la Monusco, et qui a été diversement commentée au sein de l'opinion congolaise et internationale.

Kinshasa : le centre culturel « les Mwindeurs » fait découvrir le cinéma congolais aux habitants des quartiers périphériques. A cet effet, le centre a procédé, dimanche 18 septembre, à la projection de quatre courts métrages réalisés par des cinéastes congolais. La séance était suivie d'un échange avec le public autour du cinéma congolais. Les films "Awa", "Ngunde", "Ndoto" ou encore le "Sort" ont dépeints la société kinoise avec ses hauts et ses bas. Pour le coordonnateur du centre culturel « les Mwindeurs » : « On donne une réponse à cette question d'occupation culturelle, de divertissement sain dans des quartiers en milieu périurbain. Et pour moi, c'est une grande joie ».

Sud-Kivu : les débris de l'avion disparu depuis le 10 septembre retrouvés dans la zone du parc de Kahuzi Biega. Les membres de l'équipage sont tous décédés. L'appareil, un petit porteur de marque Antonov 28 de la compagnie aérienne Tracep, spécialisée dans le fret commercial, avait quitté Bukavu le 10 septembre aux alentours de 13 h. Il devait effectuer 1 heure de vol jusqu'à Kasese dans la province du Maniema.

Ituri : plusieurs personnes et des véhicules bloqués sur des routes, exposés aux attaques des rebelles. Plusieurs boubiers parsèment ces axes routiers. Dans le territoire de Djugu où les miliciens de la Codeco sont actifs, le tronçon Bakonde-Mongwalu, long de 20 km est quasi-impraticable. Même situation sur l'axe Ngote-Aru qui est abandonné par le gouvernement, déclarent des usagers. Ces derniers redoutent les attaques de la

Codeco qui sont visibles vers Katanga et Djalasiga à cheval entre les territoires de Djugu et Mahagi. Dans le territoire de Mambasa où les ADF ont intensifié les attaques depuis un mois, de gros trous parfois remplis d'eau jonchent plusieurs kilomètres de route de Komanda à Nia-Nia. Plusieurs véhicules ont déjà été incendiés sur ce tronçon.

Lubumbashi : Ngoy Mulunda sort de la prison de Kasapa, à Lubumbashi à la suite d'une liberté provisoire accordée par la Cour de cassation. L'ancien président de la Ceni a passé vingt mois en détention après avoir été condamné par le tribunal de grande instance de Lubumbashi à trois ans de prison pour incitation à la haine tribale, propagation de faux bruits et atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. La Cour de cassation a accédé à la demande de liberté provisoire introduite par les avocats de Ngoy Mulunda.

Ouverture d'une information judiciaire à l'encontre de Vidiye Tshimanga, l'ancien conseiller spécial stratégique du Président Félix Tshisekedi. Il est invité à répondre à certaines questions du parquet général près la cour d'appel de Kinshasa-Gombe mercredi 21 septembre. En même temps, le même parquet requiert l'Agence de prévention et lutte contre la corruption (APLC) d'auditionner et d'enquêter l'ex-conseiller spécial sur les faits de corruption présumée en rapport avec une commission de 20% qu'il aurait négociée auprès d'une société de prétendus investisseurs dans les mines, en usant de son influence.

Arrestation du lieutenant-général Philémon Yav, commandant de la troisième zone de défense des Fardc. Le motif de son arrestation n'est pas révélé jusque-là. Selon certaines sources qui évoquent une trahison présumée, l'Auditorat militaire des Fardc gère son dossier avec possibilité de faire fixer un éventuel procès. Le général Philémon Yav était à la tête du commandement du Nord-Kivu, Sud Kivu, Ituri, Maniema et Tshopo.

Kisangani : les étudiants de l'UNIKIS réclament l'électricité en permanence dans leur établissement. Ils se sont ainsi exprimés à la suite des délestages intempestifs qui affecte la ville de Kisangani et donc, aussi leur site universitaire. Sur le plan académique, ils affirment être en difficulté pour réaliser les travaux scientifiques. Sur le plan social, l'obscurité occasionne l'insécurité sur le site universitaire.

Kindu : rupture de stock de carburant, presque toutes les stations-services fermées. Lundi soir, le litre se vendait à 4 800 FC à la pompe, le mardi matin avec la fermeture de la majorité de stations-services, il est passé à 5 500 FC chez Sonahydroc, la seule station-service qui vendait dans toute la ville. Mais aujourd'hui un litre de carburant coûte 10.500 FC. Cette situation a perturbé le transport en commun dans la ville. Certains taximen moto n'ont pas pu travailler alors que d'autres se sont résolus à augmenter le prix de la course. Après leur rencontre avec le gouverneur, les pétroliers espèrent que cette autorité va s'impliquer dans la recherche d'une solution.

Kindu : l'EP Matapa en quête des bancs et installations sanitaires. Le cri de détresse du directeur de l'école primaire Matapa intervient près de trois mois après le lancement par le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique de la campagne "Pas une école sans banc" au Maniema. Le ministre avait annoncé le 23 juin, lors de cette cérémonie, que mille bancs étaient disponibles pour les écoles de la province de Maniema.

Kisangani : une vingtaine des présumés "Kuluna" conduits à la prison centrale, où ils seront entendus par les magistrats du parquet de grande instance. Selon le commandant de la police urbaine de Kisangani, les prévenus ont été arrêtés à divers endroits de la ville, où ils opèrent régulièrement. Ils ravissent des téléphones, des sacs à mains ainsi que beaucoup d'autres biens de valeur de leurs victimes. D'autres sont accusés également de viol.

Gratuité de l'enseignement primaire: plusieurs écoles publiques de Watalinga en surpeuplement. L'organisation Action pour la défense des droits de l'homme (ADDH) explique que ce surpeuplement n'est constaté que dans les écoles mécanisées. Il s'agit d'écoles dont le personnel et le fonctionnement sont entièrement pris en charge par le gouvernement. L'ADDH demande au gouvernement de « mécaniser » d'autres écoles afin de désengorger celles qui subissent déjà le surpeuplement.

Beni : 3 morts dans une nouvelle attaque attribuée aux rebelles des ADF. Le président de la société civile de Mamove recommande aux Fardc de multiplier les patrouilles de combat dans la région, où l'ennemi circule sans inquiétude. Il en appelle à la vigilance de la population locale.

Matadi : le gouvernement provincial fixe la course en taxi à 600 francs congolais (0.30 USD). Les conducteurs de taxis et taxis-motos avaient décrété une grève de deux jours pour majorer le prix de la course à 1 000 FC (0.50 USD), à la suite de l'ajout de 290 FC sur le prix d'un litre de l'essence. Selon le directeur de cabinet du ministre des Transports, ces conducteurs doivent se conformer à ce nouveau tarif, sous peine des sanctions.

Lubumbashi : lancement de la 2e campagne gratuite de chirurgie cardiaque pédiatrique. Cette nouvelle phase concerne les enfants souffrant de malformation cardiaque congénitales dont les pronostics de vie sont engagés. Comme lors de la première phase, c'est près d'une vingtaine d'enfants qui sont attendus. Leur âge varie de 5 semaines à 17 ans. Cette campagne de deux semaines est menée par la fondation Centre médical diamant en collaboration avec le personnel médical de l'Ong Novick Cardiac Alliance dont la plupart des membres viennent des Etats-Unis et des certains pays d'Europe. Cette équipe a aussi la charge de former le personnel médical Congolais pour assurer la relève.

Lomami : suspension des cours dans les écoles de Tshimangala à la suite d'un conflit foncier. De dizaines d'élèves de la localité de Tshimangala de la chefferie de Katshisungu, du territoire de Luilu, ne vont plus à l'école depuis la semaine dernière. Avec leurs familles, ils ont fui la présence des policiers déployés pour rétablir l'ordre dans leur localité après deux meurtres liés à un vieux conflit foncier opposant deux familles. Des dizaines de familles se sont réfugiées en brousse. Les autorités scolaires déplorent la suspension des cours dans cette localité.

Nord-Kivu : l'Unicef prend en charge 1 800 enfants touchés par la malnutrition sévère à Walikale et Itebero. Pour lutter contre un taux élevé de malnutrition chronique et sévère qui ont été enregistrés dans plusieurs zones de santé dans la province, les agences des Nations unies, à savoir: UNICEF, PAM et FAO, mettent en œuvre un vaste programme de résilience afin de permettre à ces communautés de sortir de cette situation. C'est une des conséquences de la pauvreté et des conflits armés. Dans ce programme conjoint, l'Unicef s'occupe du volet nutrition qu'elle met en œuvre en collaboration avec ses partenaires locaux. Ce projet, qui est effectif depuis 2021 dans les territoires de Walikale et Itebero, vient de commencer à Nyiragongo et Rwanguba.

Conflit Teke-Yaka : 10 présumés auteurs des violences de Kwamouth acheminés à Kinshasa. Ces suspects ont été arrêtés en brousse, non loin de Camp Banku, village situé le long de la RN17 à 25 km de Bandundu, lors des opérations menées par des éléments des Fardc.

Kananga : la police lance l'opération "Usalama 8" contre la criminalité et le trafic d'enfants. Les unités sont mobilisées pour démanteler les réseaux de criminels. " Ces malfaiteurs vivent avec nous. La population peut collaborer en donnant des informations. Les personnes suspectes sont avec nous. Donc, la population doit jouer son rôle, celui de donner des pistes et nous, en tant que professionnels, nous pouvons démanteler ces réseaux. »

Mercredi 21 septembre.

A l'ONU, Félix Tshisekedi dénonce l'agression de la RDC par « le Rwanda sous couvert du M23 ». Du haut de la tribune des Nations unies, Félix Tshisekedi soutient que « l'implication du Rwanda et sa responsabilité dans la tragédie que vivent les populations de l'Est ne sont plus discutables. » A ce sujet, il a demandé la distribution officielle aux membres de Conseil de Sécurité du dernier rapport des experts de l'ONU sur la situation sécuritaire à l'Est de la RDC, afin d'en tirer toutes les conséquences. Il a cependant réaffirmé « la détermination du peuple congolais et de ses dirigeants de défendre l'intégrité de leur pays dans le respect du droit international. » Car, pour lui, « l'heure a sonné de casser à jamais le cycle des violences dans l'est de la RDC. » Il estime nécessaire « de multiplier les pressions sur le Rwanda et le M23 et montrer plus de fermeté à leur égard ». **Félix Tshisekedi : « Nous sommes décidés à mettre définitivement fin à l'insécurité à l'Est de notre pays, quoi qu'il en coûte.** L'heure a sonné de casser à jamais le cycle infernal de la violence à l'Est de la RDC pour stabiliser la région des Grands Lacs afin de tirer le plus grand bénéfice de ses potentialités économiques ainsi que de sa riche biodiversité pour sauver l'humanité face aux changements climatiques». Selon le chef de l'Etat congolais, son peuple demande aux Nations Unies, à l'Union Africaine, aux Communautés régionales africaines et aux partenaires de la RDC de « ne plus se fier aux dénégations éhontées des autorités rwandaises et de contribuer plutôt au rétablissement de la sécurité, à la construction d'une paix durable et à la création des conditions nécessaires à une coopération fructueuse dans la région des Grands Lacs pour le bien de tous ». Il fait remarquer que la crise sécuritaire aigue qui dure depuis plus de 20 ans à l'Est de la RDC est causée principalement par « les convoitises que suscitent ses fabuleuses richesses naturelles et les ambitions de puissance de certains de ses voisins ». **Felix Tshisekedi réitère l'engagement de la RDC d'exploiter ses 27 blocs pétroliers et 3 blocs gaziers.** « Ainsi, le gouvernement de la RDC s'est fixé comme objectif d'exploiter, dans le respect des normes environnementales, les ressources naturelles du pays et de les transformer localement pour leur donner de la valeur ajoutée et booster l'économie nationale, notamment par la création des richesses liquides et des emplois afin d'améliorer les conditions de vie des populations congolaises ». Pour Felix Tshisekedi, l'exploitation de ces 27 blocs pétroliers et 3 blocs gaziers prévoit à l'instar d'autres pays d'Afrique et d'Europe qui ont relevé ce défi, l'exercice des contrôles gouvernementaux efficaces. « Il est question pour la RDC d'atteindre ses objectifs économiques et sociaux en préservant ses forêts et en continuant

de demeurer le pays solution pour la lutte contre le réchauffement climatique », a poursuivi le chef de l'Etat congolais. Il a en outre rappelé qu'aucun instrument juridique international pertinent ratifié par la RDC ne lui interdit d'exploiter ses ressources naturelles pour cause de protection de l'environnement. **Félix Tshisekedi lance 30 appels d'offres pour les blocs pétroliers et gaziers.** La vente aux enchères de ces blocs pétroliers et gaziers divise les acteurs de la société civile qui redoutent les impacts environnementaux pouvant être causés par l'exploration et l'exploitation de ces ressources fossiles.

Nord-Kivu : des embuscades, des pillages et assassinats perturbent les activités dans la région de Bwito. Cette situation est consécutive à la reprise de l'activisme des groupes armés locaux, les FDLR et des bandits armés. Pour le représentant de la jeunesse dans la région, des incidents sont enregistrés au quotidien sur les axes routiers de desserte agricole. Depuis le mois de juillet, la situation a pris de l'ampleur et affecte presque tous les groupements de Bwito. Il ajoute que les combattants FDLR s'illustrent par des exactions contre les voyageurs.

Kinshasa : le ministre président du gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles visite l'Académie des beaux-arts. « La coopération bilatérale entre la fédération Wallonie Bruxelles et la RDC est très importante dans toutes les matières. On a évidemment inauguré le centre Wallonie Bruxelles à Kinshasa. Ça, c'est vraiment la coopération culturelle qui tient aussi aux artistes congolais », a dit Pierre Yves Jeholet, dont le périple se clôture ce 21 septembre au musée national après la présentation du projet "Patrimoine, identité culturelle et conservation" qui vise à restituer les œuvres d'art congolaises conservées par la Belgique depuis l'époque coloniale.

Le gouvernement verse un acompte de 300 000 USD aux diocèses catholiques pour la mise en œuvre des projets socio-économiques. Au cours d'un atelier avec les acteurs diocésains impliqués dans ces projets, le Secrétaire général de la CENCO a indiqué que ce fonds résulte de l'accord-cadre signé entre le gouvernement congolais et le Saint Siège, en termes des subsides aux diocèses pour la réalisation des projets socio-économiques à impact visible en faveur des populations locales, sur une période d'une année. L'enveloppe globale est d'un million à octroyer aux 48 diocèses catholiques de la RDC. « Cet argent n'a rien à avoir avec le programme de 145 territoires ni un don fait aux diocèses », a précisé Mgr Nshole. Chaque diocèse devra élaborer un projet qui convient le mieux aux populations de sa juridiction.

Assemblée nationale : échanges sur l'amélioration des conditions sociales des professeurs. « Nous sommes venus voir le premier vice-président de l'Assemblée nationale pour échanger sur deux préoccupations, à savoir la grève de l'Apukin depuis le 20 juillet ainsi que les nominations fantaisistes dans la corporation des professeurs d'universités. Nous avons estimé que l'Assemblée nationale exerce son pouvoir de contrôle pour permettre à notre secteur de fonctionner normalement. Concrètement, nous sommes venus demander le secours de l'Assemblée nationale pour que tous ceux qui ont été nommés de façon fantaisiste soient retirés des arrêtés incriminés». La délégation de l'Apukin a plaidé auprès de l'autorité budgétaire de tenir compte du social des professeurs d'universités dans la répartition des ressources nationales notamment l'allocation des véhicules au titre de compensation prévue dans le cadre de l'accord de Bibwa et l'amélioration du traitement.

Fonction publique : 350 000 agents éligibles à la retraite. Le vice-Premier ministre et ministre de la Fonction publique explique : « c'est d'abord le souci de rendre leur dignité à tous ces fonctionnaires qui ploient sous le poids de l'âge. Le droit au repos après une longue carrière est consacré par notre constitution. Ce n'est pas un privilège. Il faut arrêter avec cette absence de retraite et cesser d'être l'unique pays au monde où seule la tombe peut arracher un fonctionnaire de son office », explique Jean-Pierre Lihau. Selon le ministre de la Fonction publique, cette mise à la retraite vise le rajeunissement de l'administration.

Nord-Kivu : la société civile de Rutshuru exige du gouvernement, la reprise de Bunangana. Dans une déclaration faite le mardi 20 septembre à Rutshuru, la société civile a indiqué qu'un mois après la promesse faite par le gouverneur militaire de tout mettre en œuvre pour récupérer cette entité d'importance capitale pour ce territoire, rien n'a été fait sur terrain. « Nous devons nous liguer tous ensemble pour que les Fardc prennent leurs responsabilités afin de traquer ces bandits du M23 et leurs alliés. C'est comme ça que nous venons de décréter des sit-in illimités à partir de ce jeudi 22 septembre. Nous venons de demander la suspension de la perception et paiement de toutes les taxes et de tous les impôts sur le territoire de Rutshuru. C'est nous qui payons ces impôts, nous la population de Rutshuru. Et du moment que nous sommes dans l'insécurité, nous ne vivons pas normalement, il n'y a pas de raison de payer les impôts pendant que nous sommes dans les difficultés ». **Beni : 21 militants de Lucha qui exigeaient la libération de Bunagana, interpellés par la police.** Accusés de troubles à l'ordre public, ces militants étaient en pleine marche pacifique à l'occasion de la journée internationale de la paix, célébrée le 21 septembre, pour exiger la libération de la cité de Bunagana. Le chargé de communication de la police indique que ces jeunes sont gardés au commissariat de la police, en attendant l'arrivée du maire de la ville, pour une probable décision de leur libération.

Ituri : 6 morts dans une nouvelle attaque des ADF et Mai-Mai à Tolitoli, village situé à 47 kilomètres de Mambasa-centre. Ils ont tiré à bout portant sur le chauffeur d'un camion de nationalité somalienne qui est mort sur place. Ils ont ensuite abattu cinq autres conducteurs et incendié leurs véhicules contenant du carburant.

Ituri : plus de 1 700 000 déplacés recensés en trois mois, selon OCHA. Selon ce document, ces déplacés vivent dans des conditions précaires dans leurs lieux de refuge. Ils n'ont ni d'abris, ni de vivres, encore moins des médicaments ou l'eau potable. Ces déplacés fuient les attaques de la Codeco dans le territoire de Djugu.

Lubumbashi : au moins 10 grands camions partis en fumée dans un incendie. « On était en train de souder le camion qui devait se diriger vers Manono. Comme il y avait 28 futs de carburant à bord, tout a pris feu. » Ce feu a même touché une dizaine de magasins de vente de pièces de rechanges et certains dépôts dans les environs.

Tanganyika : la Monusco dote la chefferie Tumbwe d'un bureau moderne et d'une école et des installations sanitaires. A travers ces ouvrages, construits dans le cadre du projet à impact rapide, la mission onusienne entend renforcer l'efficacité de l'administration locale dans cette partie de Tanganyika. Le même jour, l'Unicef a équipé l'Ecole primaire Vumilia de 180 bancs. La Mission onusienne est aussi en train de financer la construction d'un centre de santé au village Pungwe, dans la chefferie Tumbwe.

RDC-Rwanda : Dr Mukwege déplore "l'inaction du gouvernement et l'indifférence de la communauté internationale face à une énième agression". "100 jours que Bunagana est occupée par M23, soutenu par Kigali. En cette journée de la Paix, nous déplorons l'inaction du gouvernement congolais et l'indifférence de la communauté internationale face à une énième agression. Œuvrons ensemble pour le respect du droit international et pour l'instauration de la paix en RDC!", a-t-il écrit. Lors d'une conférence internationale sur la paix la semaine dernière en Belgique, Dr Denis Mukwege a exhorté l'opinion congolaise à ne pas encourager un retrait précipité et non responsable de la Monusco. Le faire, c'est jouer le jeu des ennemis de la paix.

Ituri : 179 personnes tuées par des groupes armés en août 2022 (MONUSCO). Pour le chef de bureau de la Monusco en Ituri « il faut que cette situation d'insécurité s'arrête. Il faut qu'on puisse tourner la page et passer à autre chose. Chaque fois que quelqu'un va tuer l'autre, cela crée des blessures. Et sur ces blessures vont se créer de nouvelles tensions, des rancœurs. Chaque fois qu'une personne est abattue, cela crée des ressentiments. Ces ressentiments vont se transformer en vengeance et puis, cela ne s'arrête pas. Donc, c'est totalement inutile et cela n'a pas de sens ». Il estime qu'il est temps que chacun œuvre pour la paix.

Spoliation de la concession Texaf-Utex Africa à Kinshasa : la FEC sollicite l'implication de Sama Lukonde. La Fédération des entreprises du Congo a dénoncé le 20 septembre devant le Premier ministre la spoliation d'une partie de la concession de Texaf-Utex Africa par un groupe d'individus sous couvert d'un arrêté du ministère de l'Urbanisme et habitat. Il s'agit là d'un fait grave qui enfreint les droits et décourage les investisseurs étrangers opérant en RDC. « Il nous a promis une réponse très rapide sur un sujet qui le préoccupe qui est une des priorités du plan d'action du gouvernement du secteur immobilier et foncier ».

Walikale : 60 personnes en détention irrégulière dans la prison depuis 4 ans. Des responsables de la société civile, s'inquiètent du sort de ces personnes et alertent les autorités judiciaires compétentes sur le dysfonctionnement de la justice dans ce territoire. Ces détenus, ont fustigé le fait que le délai fixé par la loi pour qu'ils soient présentés devant leurs juges naturels est largement dépassé. Ils ont, de ce fait, qualifié leur détention prolongée dans cet établissement pénitentiaire d'arrestation arbitraire. La société civile plaide auprès des autorités judiciaires compétentes d'organiser des audiences foraines à Walikale-Centre; le tribunal de paix de Walikale étant incompétent pour juger les faits pour lesquels sont poursuivis certains détenus, viols, meurtres, assassinats.

Nord-Kivu : pas de trafic routier entre les territoires de Masisi et Walikale. Les travaux de reconstruction du pont Minjenje n'ont toujours pas commencé, deux semaines après l'écroulement de ce pont, long d'une dizaine de mètres, reliant les territoires de Masisi et Walikale (Nord-Kivu). A cet effet, il y a interruption du trafic routier entre ces deux entités voisines. Les produits de première nécessité, prennent déjà de l'ascenseur sur le marché.

Vidiye Tshimanga placé sous mandat d'arrêt provisoire et conduit à la prison centrale de Makala à Kinshasa. L'ancien conseiller stratégique de Félix Tshisekedi, est en effet au cœur d'un scandale le mêlant à une tentative de trafic d'influence auprès de supposés investisseurs dans les mines. L'Agence de prévention et de la lutte contre la corruption, confirme avoir ouvert une enquête à l'encontre de Vidiye Tshimanga.

Conflit Teke-Yaka : le chef de la délégation de l’UE en RDC visite les déplacés à Bandundu. Selon lui, la mission consiste à s’enquérir personnellement de la réalité sur terrain de la situation des déplacés qui fuient les violences occasionnées par le conflit entre les Teke et les Yaka, dans le territoire de Kwamouth, au Mai-Ndombe.

Il s’est rendu au marché central de Malabo où sont logés plusieurs centaines des déplacés du conflit Teke-Yaka.

Kalemie : 47 prisonniers décédés à la prison centrale en 8 mois. D’après le coordonnateur du mouvement "Parlement Debout", la plupart de ces détenus sont morts de malnutrition sévère et de maladies. « A ce jour, si vous allez à la prison centrale vous allez trouver 72 prisonniers qui sont malades parmi lesquels 17 sont dans un état grave, parce qu’ils ne mangent pas et 55 autres sont des tuberculeux ». Il affirme que ces prisonniers mangent deux à trois fois par semaine « ce qui est inacceptable, ce qui est incompréhensible ».

Mbandaka : 4 médecins et leurs dépendants contraints de vivre dans des hôpitaux. Les médecins de Mbandaka ont participé nombreux, le 21 septembre à la marche pacifique organisée par le Syndicat national des médecins du Congo dans les rues de cette ville de l’Equateur. Ils dénonçaient ainsi le calvaire que vivent quatre jeunes médecins, qui se sont réfugiés dans des hôpitaux locaux avec leurs dépendants, après avoir été chassés par leurs bailleurs pour non-paiement du loyer. Selon le secrétaire exécutif provincial intérimaire du syndicat, près de la moitié sont des jeunes qui n’ont ni salaire, ni prime. Parmi les conséquences, ils sont clochardisés et chassés par des bailleurs.

Depuis le déclenchement de la grève, il y a deux mois, les malades ont déserté les hôpitaux publics à Mbandaka.

Jeudi 22 septembre.

Marche des médecins à Kinshasa : le SYNAMED dénonce la brutalité de la police au cours de la marche pacifique qu’il a organisé, mercredi 21 septembre, à Kinshasa. Ces médecins demandent le réajustement de leur prime de risque. La marche a été en effet dispersée par la police à coups de gaz lacrymogène. En réaction, le commissariat provincial de la police nationale de Kinshasa, a expliqué que la police était dans l’obligation légale d’empêcher cette manifestation dont l’autorité urbaine n’a pas pris acte.

New York : Tshisekedi, Kagame et Macron discutent autour des tensions armées dans l’Est de la RDC. Afin de réunir les conditions d’un dialogue franc et constructif, nécessaire à la relance de la coopération entre les deux pays de la région et conformément au processus de Luanda (Angola), les trois chefs d’Etats ont convenu d’agir de concert pour obtenir le plus vite le retrait du M23 de toutes les localités occupées et le retour des déplacés de guerre de ces localités à leurs domiciles, avec l’appui des Nations Unies et de leurs partenaires de l’Union Africaine, de la Communauté de l’Afrique de l’Est et de la Conférence sur la Région des Grands Lacs (CIRGL). Ils ont également convenu d’intensifier durablement leur coopération pour lutter contre l’impunité et mettre un terme à l’action des groupes armés dans la région des Grands Lacs, dont les Forces démocratiques pour la libération du Rwanda.

Kisangani : le député Faustin Tohengao salue le discours du chef de l’Etat face à la guerre d’agression dans l’Est de la RDC. Dans un point de presse mercredi 21 septembre à Kisangani, dans la province de Tshopo, le professeur Faustin Tohengao se félicite que le président de la République ait cité à la tribune de l’ONU le pays agresseur de la RDC, le Rwanda qui apporte son soutien aux rebelles. Pour lui, la RDC devra également renforcer sa diplomatie. « Est-ce que ce discours aura la chance d’être prise en compte ? Ce n’est pas évident ! Je pense que, ce que nous devons faire, c’est travailler plus sur la diplomatie. Nous devons savoir que personne ne viendra sécuriser la RDC que la RDC elle-même ». Ce cadre du PPRD interpelle notamment le gouvernement sur l’amélioration des conditions de travail des forces de défense et de sécurité.

Kwilu : marche des médecins du Synamed pour réclamer leurs droits. Depuis plus d’un mois, les médecins du Synamed sont en grève pour réclamer l’amélioration des conditions de leur travail ainsi que le respect des accords signés à cet effet avec le gouvernement.

Maniema : les étudiants catholiques appellent les jeunes à se désolidariser des groupes armés. Le Mouvement international des étudiants catholiques « nous invitons tout le monde à se désolidariser des groupes armés, à tous les jeunes de comprendre que la paix n’est pas que l’affaire du gouvernement, mais plutôt c’est l’affaire de tout le monde. Nous devons être chacun là où il se trouve, chacun de nous doit être un ambassadeur de paix ».

Kinshasa : Le ministre de la Fédération Wallonie-Bruxelles souhaite renforcer la coopération avec la RDC, dans les secteurs de l’Éducation, la culture, les médias, la coopération internationale et scientifique. Il a

salué le sens de créativité des artistes congolais, le dynamisme de la jeunesse et la montée de l'entrepreneuriat féminin. «L'objectif de cette visite c'était aussi de rencontrer les autorités surtout les partenaires de la coopération avec qui Wallonie-Bruxelles international travaille mais aussi, la délégation générale ici à Kinshasa ».

Sama Lukonde à Bunia : « les échanges que nous allons avoir pourront mieux orienter notre action de la paix ». « Nous sommes convaincus que dans les échanges que nous allons avoir avec les autorités militaires et aussi les forces vives de la province de l'Ituri, nous pourrions mieux orienter notre action de la paix que nous recherchons dans cette province ». Le Premier ministre entend également encourager les Fardc et la police qui, tous les jours, se sacrifient pour la protection de la nation, en Ituri.

Est de la RDC : Kagame préconise une volonté politique pour mettre fin à l'instabilité. « Il est urgent de trouver la volonté politique nécessaire pour s'attaquer enfin aux causes profondes de l'instabilité dans l'Est de la RDC. Il ne sert à rien de jeter l'opprobre sur quiconque car ces défis ne sont pas insurmontables. Nous pouvons bien trouver des solutions et ces solutions seraient moins coûteuses au plan financier en termes des vies humaines».

Pour lui, les initiatives régionales peuvent également compléter l'action importante menée par l'ONU dans la consolidation de la paix et de lutte contre le terrorisme. Les enjeux étant tellement énormes, encourage la communauté internationale à soutenir financièrement les efforts des pays des Grand Lac pour y restaurer la paix.

Le Parlement appelé à allouer un budget significatif aux Fardc. « Le mouvement citoyen Lutte pour le changement (Lucha) demande au Parlement d'allouer un budget significatif aux Fardc au cours de cette session parlementaire consacrée à l'adoption du budget national. Il est juste, si les députés réduisent leurs émoluments, pour permettre d'investir dans l'achat des munitions et équipements militaires du pays ». Ces militants ont par ailleurs encouragé les Fardc à poursuivre sans relâche la traque des hommes armés à l'instar des rebelles du M23 qui occupent la cité de Bunagana.

Matadi: l'unité de coordination du projet PADMPME suspend le financement en faveur des jeunes entrepreneurs. Cette suspension vise à faire la lumière sur les « tentatives de détournements », a annoncé, le 21 septembre, l'unité de coordination du Projet d'Appui au développement des micros, petites et moyennes entreprises (PADMPME). Ces faits sont signalés dans la ville de Matadi où « certains lauréats ont présenté pour paiement des factures pro-forma avec des numéros de comptes bancaires individuels, dans l'intention de récupérer la subvention une fois versée au lieu d'acquiescer les équipements au profit de leurs entreprises, comme prévu dans le cadre de la convention de financement signée avec le PADMPME ». Une mission de vérification est dépêchée.

Kinshasa : repérage des sites d'enrôlement des électeurs par la Ceni. Le président de la Ceni a, à cette occasion, échangé avec des artistes musiciens et comédiens ainsi que certains délégués des partis politiques. Il leur a demandé de sensibiliser la population à se faire enrôler. Selon la Ceni, les opérations d'identification et d'inscription des électeurs, une fois lancées, dureront 3 mois. Pour ce faire, 30.000 machines avec imprimante, batteries incorporées et un système solaire ont été commandées auprès de la société sud-coréenne Miru Systems.

Tanganyika : « le retrait de la Monusco de Bendera est prématurée tant que l'armée ne prend pas la relève». Les acteurs de la société civile et les chefs coutumiers de Bendera appellent ainsi le gouvernement congolais à prendre entièrement la relève de la sécurisation des personnes et de leurs biens à Bendera et ses environs avant le retrait des forces onusiennes de la région. Dans le cadre du retrait progressif de la Monusco dans la province du Tanganyika, ce bataillon des casques bleus pourrait se retirer le 15 octobre prochain pour être redéployé en Ituri.

Tshopo: les travaux de réhabilitation de la route Kisangani-Opala en arrêt depuis plusieurs semaines. Trois mois après le lancement de ces travaux, seulement 25 km ont été effectués alors qu'ils doivent couvrir 373 km durant une période de huit mois. Pour le Chef de brigade de l'Office des routes qui exécute ces travaux, les engins sont immobilisés au point kilométrique 27. C'est ce qui explique l'arrêt des travaux à cause du manque de matériel roulant propre à cette entreprise. « Nous demandons au gouvernement de nous doter de matériel propre ».

Fonds mondial : la RDC entend contribuer à hauteur de 6 millions USD, a affirmé, le 21 septembre depuis New York (USA), le ministre congolais de la Santé, en marge de la 77e assemblée générale de l'ONU. Ce fonds va aider à la lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose et le paludisme à travers le monde. En 20 ans, le Fonds Mondial a sauvé environ 50 millions de vies dans le monde. Ce fonds a été en 2002.

Kinshasa : la Monusco appelle les jeunes à décourager les discours haineux. Le directeur de la Division de la communication de la Monusco a paraphrasé le chef de l'Etat congolais qui, à la tribune de l'ONU, s'est opposé au discours de haine tribale, ethnique et raciale ou xénophobe en RDC. Il a également rappelé que la Constitution de la RDC interdit le discours haineux sous toute ses formes. Hormis le discours de haine, il a en outre demandé à ces jeunes de lutter contre la désinformation et la manipulation dans la société congolaise.

Maniema : lancement de la campagne « zéro anti-valeur » dans les écoles. Non à la tricherie, la fraude de classes, le monnayage des points scolaires, les violences sexuelles, les punitions corporelles, la vente des fournitures scolaires, la perception des frais illégaux, la mise en quarantaine des élèves non en règle des frais. En tant qu'aussi victimes des antivaleurs, les élèves s'engagent à tout dénoncer.

Goma : des jeunes en quête des solutions aux problèmes de la région des Grands lacs. Cette session de quatre jours a été organisée par l'institut culturel Pole Institute, sous le thème : « Engagement politique des jeunes dans la région des Grands lacs ». « On ne dit pas aux jeunes ce qu'ils doivent faire. On leur offre plutôt un cadre d'échange au sein duquel ils réfléchissent sur les défis au sein de leurs communautés respectives et les solutions qu'ils peuvent apporter à leur niveau".

Kongo-Central : les enfants handicapés n'ont pas encore repris le chemin de l'école. Selon le président de la Fondation Nsilulu, une ASBL d'encadrement et le bien-être socio-éducatif des personnes handicapées basée à Kinzau-Mvueté, la pauvreté de certains parents, le désengagement du pouvoir public pour la scolarisation des personnes vivant avec handicap et le manque de structures d'enseignement adaptées à leur prise en charge sont à la base de cette situation. Pour y remédier, la fondation plaide pour la suppression totale de frais scolaires à tous les niveaux et la création des structures de formation appropriées aux conditions d'accessibilité des PVH.

Kasaï-Central : des maisons et écoles détruites à la suite de pluies à Dibaya. Près de mille personnes sont sans abri. « Nous alertons sur une situation catastrophique ici dans le territoire de Dibaya. À la suite de dernières pluies de ces cinq jours qui se sont suivis, accompagnés des vents violents, qui ont détruit 118 maisons recensées par notre structure jusqu'à présent. 11 écoles, dont 7 du primaire, centres de santé et quelques temples d'églises. Nous lançons un appel au niveau des autorités provinciales et nationales pour une assistance. Parce que parmi les sans-abris, il y a ceux qui ont tout perdu dans leurs maisons. Nous avons aujourd'hui une situation où certains enfants vont rater l'école et leurs promoteurs manquent où tendre la main. »

Vendredi 23 septembre.

Sama Lukonde entame l'évaluation de l'état de siège au Nord-Kivu. Le Premier ministre est arrivé à Goma (Nord-Kivu) dans la soirée du 22 septembre en provenance de l'Ituri. Il va échanger avec différents groupes sociaux et politiques ainsi que les autorités provinciales sur l'évolution de la situation sécuritaire sur terrain.

Nord-Kivu : les Maï-Maï sèment l'insécurité sur la côte ouest du lac Edouard. Pour le fonctionnaire délégué du gouverneur à Bukununu/Mubana, ces Maï-Maï qui ont leurs quartiers généraux à Kyabirimo et à Kabiniro, envahissent régulièrement ces entités coutumières et s'affrontent régulièrement avec l'armée. Il affirme avoir saisi toutes les autorités provinciales et se dit indigné de voir « qu'aucune action n'est entreprise pour démanteler ces milices qui transforment cette région en un mouiroir ». Il parle d'une « cacophonie totale » dans la région.

Kinshasa : Adolphe Muzito sollicite plus d'aide humanitaire pour les déplacés de Kwamouth. Ancien Premier ministre et président du parti Nouvel Elan a recommandé, affirme qu'« il faut que le gouvernement intervienne très rapidement pour envoyer des kits alimentaires. Qu'il intervient rapidement pour aider les paysans à réhabiliter leurs maisons. 500 à 1000 dollars pour leur permettre de réhabiliter leurs logis et commencer à aller au champ, reprendre les activités normales ». Au-delà de l'aspect humanitaire il pense qu'il faut des solutions sécuritaires et judiciaires à ce conflit.

Bukavu : 16 médecins et infirmiers formés en chirurgie de guerre par le CICR. Cette formation en chirurgie de guerre a été dispensée pendant trois semaines à Bukavu par des chirurgiens du Comité international de la Croix rouge(CICR) et de l'hôpital général de Bukavu. L'un des formateurs, chirurgien à l'hôpital général de Bukavu a indiqué que ces enseignements sont nécessaires pour les prestataires de santé des milieux ruraux.

Kinshasa : le député Steve Mbikayi appelle Félix Tshisekedi à réguler la justice congolaise pour ne pas livrer la population entre les mains des bourreaux ». Il a rappelé d'abord l'indépendance de la justice. Mais il a aussi estimé que la corruption gangrène la justice congolaise : « je me demande, comment peut-on donner une totale indépendance à des gens qui sont reconnus comme des vrais corrompus. Je pense que le président de la

République doit voir comment réguler cette affaire de la justice. Même si tu as raison, il faut payer, tu n'as pas payé, le bourreau a raison. Même le chef lui-même l'avait déjà dénoncé à plusieurs reprises ».

Beni : reprise de trafic sur l'axe Mbau-Kamango, à la suite du renfort militaire. « Depuis le renfort, il y a quelques jours, des militaires le long de cette route, le trafic a repris comme par le passé, même si certains usagers affrontent cette voie avec la peur au ventre ». Le porte-parole du secteur opérationnel Sokola 1 demande à la population de continuer à bien collaborer avec les services de sécurité dans la région en livrant les informations en temps réel, sur les mouvements suspects des rebelles afin que l'armée anticipe des mesures pour assurer la sécurité.

Kinshasa : les organisations de la société civile s'approprient la loi électorale afin de mieux sensibiliser la population. Elles veulent en effet apporter leur contribution citoyenne au processus électoral en cours, avant, pendant et après les élections. Pour un membre de la Ceni, cette rencontre va permettre aux participants de recevoir la bonne information électorale. Pour ce premier jour des travaux, un accent particulier a été mis sur la présentation et la validation du tableau des dispositions légales nécessitant des mesures d'application.

Goma : la Fosynat condamne l'agression d'un enseignant par un soldat des FARDC au sein de l'école. La Force Syndicale Nationale rapporte que le directeur des études à l'institut Kisima dans le territoire de Nyiragongo, a été blessé par balle, le 20 septembre par un militaire en état d'ivresse au sein de cette école. Il aurait reproché à ce directeur d'école d'avoir renvoyé son enfant de l'établissement scolaire pour raison de non-paiement des frais.

Le Premier ministre et le caucus des députés nationaux évaluent l'avancement de l'état de siège au Nord-Kivu. Pour le caucus des élus du Nord-Kivu, la priorité, c'est de rétablir la sécurité dans la province « les attaques des ADF dans la région de Beni qui continuent à faire des morts et des déplacés, l'occupation de Bunagana et ses environs par le M23 avec des conséquences humanitaires indescriptibles ». Quant à l'évaluation de l'état de siège, après un survol de la situation, il a été constaté que les objectifs assignés à l'état de siège n'ont pas été atteints d'autant plus que l'insécurité continue à se généraliser, notamment les ADF qui s'étendent de plus en plus. C'est pourquoi les élus du Nord-Kivu proposent une requalification de l'état de siège. Ils veulent que le pouvoir soit restitué aux civiles et que les régions de Rutshuru et Beni soient considérées comme des zones opérationnelles, a précisé que le président du caucus des députés nationaux du Nord-Kivu.

Député Jackson Ause: « Le gouvernement doit prendre des décisions courageuses pour instaurer la paix. Sinon, il sera tenu pour responsable », a-t-il indiqué jeudi à Bunia, à l'issue des consultations menées par le Premier ministre avec les différentes couches de la population. Pour cet élu du territoire d'Irumu, le gouvernement doit appuyer les autorités militaires provinciales pour faire aboutir le processus de paix en cours dont les acquis sont visibles. Il cite notamment la signature d'actes d'engagement par certains groupes armés qui se disent prêts à déposer les armes. Concernant l'activisme des forces négatives étrangères opérant en RDC le député Ause propose la pression militaire pour mettre fin à leur existence sur le sol congolais.

Ituri : le bilan de l'attaque de Tolitoli revu à la hausse, de 4 à plus de dix morts. La société civile locale explique que d'autres corps ont été découverts cette semaine dans la brousse. Des sources coutumières indiquent que le nombre des victimes pourrait encore s'alourdir car le sort d'une dizaine d'autres personnes prises en otage par les rebelles des ADF n'est toujours par connu.

Beni : une dizaine d'écoles délocalisées à Kamango font face à la pléthore d'élèves. Elles ont été délocalisées à la suite de l'insécurité grandissante dans la région. « Les responsables de ces établissements ont résolu de démultiplier la fréquentation journalière des élèves, même si, malheureusement, cela n'apporte pas de solution à ce problème de surpeuplement, par manque d'infrastructures », précisent les mêmes sources.

Kwamouth: 750 consultations menées depuis un mois par MSF auprès des victimes du conflit intercommunautaire. C'est depuis le mois d'août dernier, qu'une équipe d'urgence de cette organisation a été dépêchée dans la région pour mener ce travail auprès des victimes des atrocités de Kwamouth. Seule organisation humanitaire opérant sur terrain dans cette zone, MSF indique que les défis sont énormes en termes de prise en charge des malades et de protection des victimes. Il a ajouté que plusieurs populations ont également reçu un accompagnement psychologique au regard de la gravité de violences vécues. **Conflit Teke-Yaka : le député Musomo s'étonne de l'usage des armes létales à Kwamouth.** Préoccupé, il s'est interrogé sur les personnes ayant fourni les armes à feu à ces deux ethnies en conflit. Il dit soupçonner une main noire qui pousse les Teke et Yaka à commettre ces exactions et ces tueries et a ainsi sollicité l'intervention musclée du gouvernement central pour mettre fin à cette crise sécuritaire. **Kwamouth : environ 80 morts dans les**

accrochages entre Teke et Yaka, survenus, les 21 et 22 septembre, aux villages Bibonga, Engweme et Bisiala, territoire de Kwamouth (Mai-Ndombe). Le chef de terre Bisiala, qui a fui ces affrontements pour se réfugier à Bandundu-ville, affirme que ces villages ont été attaqués par des assaillants armés.

Rutshuru : aucun incident au 2e jour des manifestations pour exiger la reprise de Bunagana par les Fardc. Des manifestants ont maintenu le sit-in devant le bureau de l'administrateur du territoire de Rutshuru (Nord-Kivu).

La société civile a décrété ce sit-in illimité suivi d'un appel à la désobéissance fiscale et à la suspension des activités scolaires pour contraindre les Fardc à relancer les offensives pour récupérer Bunagana et ses environs. Elle a, par la même occasion, condamné la répression sanglante de la police lors de la première journée de ces manifestations.

Beni : Dr Augustin Kyalwali libéré, après 4 jours d'otage à Museya. Les ravisseurs de ce médecin exigeaient, depuis mardi dernier par voie téléphonique, aux membres de sa famille, de verser une somme rançon avant sa libération. Il n'a pas cependant précisé si la famille de leur confrère a versé ou pas cette rançon.

Samedi 24 septembre.

Le nombre de déplacés de Kwamouth au Kwilu dépasse la barre de 21 000. « En date du 20, nous étions à 16.033 déplacés, dont 3.543 dans la ville de Bandundu. Mais après les affrontements dans les villages Bisiala et Engweme, nous sommes aujourd'hui à 21. 842 déplacés au total. Donc il y a eu un ajout de 5.809 déplacés en deux jours », a affirmé Jérémie Bikiele, le directeur de cabinet du commissaire provincial des actions humanitaires du Kwilu. **Conflit Teke-Yaka : plus de 30 morts dans un nouvel affrontement au village Fadiaka.** Jérémie Bikiele dit mobiliser les partenaires surtout en faveur des enfants déplacés. « C'est ainsi nous lançons un message auprès du gouvernement central en particulier et aussi aux partenaires humanitaires de pouvoir intervenir de façon urgente », a conclu Jérémie Bikiele. **Kwango : décès de 2 enfants déplacés de Kwamouth à la suite de mauvaises conditions humanitaires.** « Deux enfants de moins de 10 ans sont morts de malnutrition parmi les déplacés qui sont à Mongata étant donné qu'ils sont en train de vivre dans des conditions inhumaines, des conditions précaires qu'on ne peut pas accepter. Alors que le nombre de déplacés ne fait que galoper ». Symphorien Kwengo a ainsi appelé à l'intervention du gouvernement congolais et de ses partenaires humanitaires afin d'aider ces populations.

Beni : le FSRDC recrute environ 7500 personnes dans son projet STEP II. Ils ont d'abord signé un contrat de 100 jours, affirment des sources sur place. Parmi les travaux contenus dans ce projet figurent entre autres, la réhabilitation des infrastructures à base communautaire, l'adduction d'eau potable et tant d'autres. De nombreux jeunes de Beni ont salué l'avènement de ce projet dans leur milieu. Les attentes sont grandes et les demandes sont nombreuses a indiqué le responsable de ce projet à Beni.

Le général Philémon Yav accusé de vouloir faciliter au M23 la prise de Goma. Dans un entretien accordé, il y a quelques jours, à France 24 et RFI, le chef de l'Etat Felix Tshisekedi a attribué l'arrestation du général Philémon Yav à une tentative de trahison. « L'arrestation du général Yav est arrivée pendant que j'étais en séjour ici à l'étranger. J'ai cru comprendre qu'il était accusé par certains de ses collègues de les avoir contactés au nom du Rwanda pour qu'il puisse lever les pieds et permettre au M23 de passer aisément et de prendre la ville de Goma ». Le président de la République a également précisé que les enquêtes sont en cours pour rétablir les responsabilités dans ce dossier. Il avait été arrêté lundi 19 septembre et transféré à la prison centrale de Makala.

Sud-Kivu: l'ex-chef milicien Chance Mihonya condamné à perpétuité. Chance Mihonya est poursuivi pour avoir semé un climat de terreur entre 2017 et 2020 dans le territoire de Kabare (Sud-Kivu). Il avait été arrêté dans le parc national de Kahuzi Biega en mai 2020 où, il menait des activités criminelles avec ses hommes. Plusieurs chefs d'accusations ont été retenus contre cet ancien chef rebelle privation grave de liberté, meurtre, par actes inhumains, viol, conscription ou enrôlement d'enfants et autres.

Sud-Kivu : l'ONG SOPRODE mobilise pour la préservation de la biodiversité congolaise. L'ONG Solidarité pour la protection des Droits de l'Enfant (SOPRODE) a organisé, le 23 septembre à Bukavu une marche pour une justice climatique. « Nous voulons que les pays concernés, qu'ils évitent de biaiser, de ne pas tenir compte des textes qu'ils ont signé. Il y a les accords de Paris, signés depuis 2015. Dans la constitution de notre pays, il y a des articles qui prônent le respect de l'environnement, de la nature, mais, on ne tient pas compte de tout cela ». Il a fait savoir que les accords de Paris voudraient le respect les aires protégées devenues des patrimoines mondiaux et a cité entre autres, le parc des Virunga, aujourd'hui envahi par des entreprises pétrolières.

Samy Adubango : « la solution aux tensions armées en Ituri viendra des filles et fils de cette province ». Pour le vice-ministre des Affaires étrangères, il suffit que les groupes armés déposent les armes et cessent de tuer leurs frères, la paix sera effective en Ituri. Entre-temps, la population de l'Ituri est encore divisée sur la levée ou non de l'état de siège.

Rutshuru : suspension de manifestation contre la prise de Bunagana, après les assurances des Fardc. La société civile de Rutshuru a levé cette option après que le commandant du secteur opérationnel Sokola 2, a annoncé la reprise, dans un bref délai, des opérations contre le M23. Toutefois, les activités scolaires et le paiement des taxes et impôts restent suspendus. La société civile justifie cette suspension également aux deux journées villes mortes décrétées pour lundi et mardi prochain.

André Mbata : « Les questions de droit de l'homme auront un caractère prioritaire à la session de septembre ». « L'Assemblée nationale accorde un intérêt particulier aux questions de droit de l'homme afin de s'impliquer pour une bonne protection et promotion des droits de tous les citoyens vivant en RDC et mettre fin à tous les cas de violation de ces droits », a déclaré le premier vice-président de l'Assemblée nationale.

Nord-Kivu : plus de 300 écoles inaccessibles aux activités éducatives en 8 mois (OCHA). Cette situation a affecté la scolarité d'environ 100 000 enfants de cette contrée du pays. Leurs écoles ont été soit détruites pendant les combats ou endommagées par les catastrophes naturelles. En plus, ces établissements scolaires sont généralement squattés par des déplacés, ou alors fermés en raison de déplacements prolongés des populations.

Tanganyika : 8 détenus meurent en une semaine dans la prison de Kalemie. Ces décès sont dus à la malnutrition aiguë, la tuberculose et l'anémie. Les responsables disent éprouver des difficultés pour organiser l'enterrement de prisonniers décédés. Depuis six mois, le gouvernement provincial ne subventionne pas la prison. Quant au gouvernement national, il subventionne trimestriellement, mais au dernier trimestre il ne l'a pas fait.

Agression rwandaise, le CADA salue le discours de Felix Tshisekedi à l'ONU. Le président de l'ONG Congo action pour la diplomatie agissante (CADA) a salué la pertinence de ce discours contre l'agression rwandaise et s'est réjoui que le chef de l'Etat ait nommé cité le Rwanda comme l'instigateur de la crise sécuritaire dans l'Est du pays. Pour lui, le M23 est en train de défier la communauté internationale avec le soutien de l'armée rwandaise, en battant un hélicoptère de la Monusco et tuant 8 casques bleus.

Ituri : 4 villages au bord du Lac Albert envahis par des assaillants Codeco. Il s'agit des localités Cafée, Mbogi, Soba et Lulu dans le groupement Lonsandrema. Les habitants de ces entités ont fui vers d'autres localités au bord du lac, notamment Nyamamba et Joo, où il y a une présence des Fardc. Ces rebelles commettent des « actes de sabotage : ils ont enlevé des portes, fenêtres et tôles de maisons et même de l'hôpital de la localité voisine de Nyamamba ». Des biens de pêcheurs, notamment du poisson et des pirogues, ont été pillés.

A Butembo, Vital Kamerhe compatit avec la population, victime de l'insécurité causée par des groupes armés. Dans la poursuite de sa tournée « de la paix » dans l'Est de la RDC, le président du parti politique Union pour la Nation congolaise est arrivé à Butembo l'après-midi de ce samedi et s'est dirigé au Rond-Point VGH où il a tenu un meeting. Selon lui, il est impératif que la RDC, le Rwanda et l'Ouganda conjuguent leurs volontés politiques pour en finir avec ce fléau d'insécurité que cause le M23 dans la partie Est de la RDC.

Dimanche 25 septembre.

Sama Lukonde : « Il faut concentrer nos forces là où nous avons véritablement ces forces négatives ». Cette déclaration du Premier ministre a été faite le 24 septembre, à la suite de l'évaluation de l'état de siège en Ituri et au Nord-Kivu. « Nous avons entamé cette tournée depuis quelques jours, ici à l'Est de la République démocratique du Congo, en commençant par l'Ituri, où nous avons eu d'abord un Conseil de sécurité, puis des échanges avec toutes les (couches sociales). Cela nous a permis d'avoir un aperçu clair à ce niveau-là, des travaux qui doivent se faire surtout dans la sensibilisation, les discussions intracommunautaires, qui vont déboucher finalement sur des discussions intercommunautaires. Ça, c'est pour la province de l'Ituri. Et, le combat qui doit continuer à se faire en ce qui concerne les ADF, qui continuent à endeuiller nos populations ». Il promet l'implication du gouvernement pour prendre en charge les déplacés et mettre fin à l'insécurité. Il a aussi échangé avec les différentes couches de la population sur les questions relatives à la sécurité, à la tracasserie militaire et au banditisme.

Le conseil national de la jeunesse mobilise ses membres pour le retour de la paix. C'est ainsi que le CNJ s'aligne derrière Félix Tshisekedi, « qui a émis le vœu de pouvoir ramener la paix sur toute l'étendue du territoire national. Et nous, la jeunesse, nous nous engageons dans cette démarche pour qu'ensemble la paix soit rétablie mais aussi dans l'unité.»

Kinshasa : les jeunes communicateurs de l'Union sacrée appellent le gouvernement à assainir l'armée, qu'ils estiment « infiltrée ». Le coordonnateur de ce caucus appelle également les autorités du pays à mobiliser les ressources financières conséquentes afin d'améliorer les conditions sociales des militaires.

Kalemie : 4 personnes kidnappées par des miliciens. L'administrateur du territoire de Kalemie, renseigne que huit personnes ont été capturées par ces miliciens, mais quatre femmes ont été relâchées moyennant le paiement d'une somme de 50 000 FC (25 USD). Les miliciens sont répartis en brousse avec quatre hommes.

Sankuru : suspension de l'administrateur du territoire intérimaire de Lodja. Des sources proches du gouverneur de province indiquent que plusieurs poches de tension sont toujours perceptibles et risquent de dégénérer dans le territoire de Lodja. Pour permettre à la justice de mener les enquêtes, le gouverneur de province a suspendu l'administrateur de territoire intérimaire. Il lui reproche une incompétence notoire, un comportement irresponsable, l'incapacité de rétablir l'ordre, afin de garantir la sécurité des habitants de son entité territoriale.

Sénateur John Tibasima aux Ituriens: « L'état de siège est une question complexe ». La problématique de l'état de siège est gérée au niveau des institutions de la République pour trouver une solution pour le retour de la paix, cela, « en tenant compte des réalités du terrain, mais aussi des objectifs qui ont été assignés par le chef de l'Etat en instaurant l'état de siège ». Il appelle cependant les communautés de l'Ituri à privilégier l'unité en vue d'accompagner l'Etat à pacifier cette région.

Kisangani : 10 agents de la DGRPT arrêtés pour dissipation des recettes de l'Etat. Ces agents de la Direction générale des recettes de la province de la Tshopo (DGRPT) sont accusés de perception des taxes sans délivrance des quittances aux points kilométriques 15 et 18 sur la route de Buta. Chaque moto paye 1000 FC (0,5 USD) pour le passage et 1000 FC par sac de produits agricoles transportés. Les chauffeurs de véhicules sont contraints de payer 20 000 FC à chaque passage et leurs bagages sont également taxés. La plupart de ces recettes prennent une destination inconnue, car aucun document prouvant le paiement n'est délivré. A ces barrières, des usagers signalent la présence de plusieurs services étatiques non attitrés qui se livrent au rançonnement de la paisible population.

Regain des cas de criminalité à Bandundu. Des jeunes inciviques, organisés en groupes appelés « Bases » dans les différents quartiers de Bandundu (Kwilu), insécurisent les habitants par leurs multiples attaques. La population locale, dans la psychose, en appelle à l'intervention urgente des autorités attitrées contre les « Kulunas ». Pour sa part, la police du Kwilu attribue ce regain de criminalité notamment à la présence dans la ville de certains suspects liés au conflit Teke –Yaka a Kwamouth (Mai-Ndombe). Ces bandits urbains commettent plusieurs forfaits qui enlèvent la quiétude de paisibles citoyens de Bandundu. Ils s'affrontent entre eux, extorquent des biens des passants, agressent les gens avec des armes blanches et volent.

Nord-Kivu : alerte sur la disparition progressive des habitations des gorilles dans le Parc national des Virunga
Le directeur adjoint de l'organisation Gorilla Ambassade, déplore le fait qu'aucun gorille ne soit aujourd'hui à l'abri. Il le fait savoir à l'occasion de la journée mondiale de conservation des gorilles, célébrée le 24 septembre de chaque année. « C'est à cause des bruits de bottes et du braconnage en outrage dans le Parc ». « La conservation des gorilles de montagne dans le Parc national des Virunga est une réalisation rare mais impressionnante. En raison des conflits et de l'insécurité qui règnent dans la région, il est extrêmement difficile de protéger le Parc et cette espèce menacée, ce qui nécessite les efforts inlassables de plus de 770 gardes forestiers ». Le taux de croissance des gorilles de montagne en RDC est de 4,7%, poursuit le parc.

Beni : les jeunes initient un projet d'adduction d'eau potable à Eringeti, pour desservir quatre quartiers de cette entité. La structure de captage d'eau est déjà terminée. Il ne reste plus qu'à acheminer l'eau dans la localité. Les habitants de ces quartiers courent des risques en allant chercher de l'eau dans la profondeur de la forêt où règne encore l'insécurité. Les ménages des déplacés se sont aussi associés à ce projet avec leurs contributions. Le coût de ce projet s'élève à 7 000 USD. Toutefois, pour atteindre aussi d'autres zones de la région en difficulté d'eau potable, la jeunesse d'Eringeti plaide pour l'implication des personnes et organisations qui peuvent appuyer ce projet.

Nord-Kivu : Vital Kamerhe invite les communautés de Beni à la cohésion et la cohabitation pour le retour de la paix dans la région. Il est arrivé à Beni ce dimanche après-midi, dans le cadre de sa tournée de la pacification et la paix. « Beni est une ville sinistrée qui mérite une mesure particulière pour apaiser cette population déjà meurtrie, à se sentir soulagée et apporter notre soutien à toute cette population qui souffre, et croire avec nous, avec la foi en Dieu que nous pouvons ramener la paix dans notre pays. Nous sommes dans une mission de pacification mais aussi inviter tous les enfants de Beni, toute communauté confondue à la cohésion, à la cohabitation intercommunautaire et harmonieuse. C'est la clé de la réussite. Si nous sommes comme les 5 doigts de la main, si tous nous nous entendons très bien, l'ennemi ne va pas entrer, il va partir. La population doit retenir que le changement dépend d'abord d'elle-même. Le changement au Congo dépend de nous même Congolais et le reste viendra après ». Il invite la population à s'impliquer pour que les choses changent :

Lundi 26 septembre.

Conflit Teke-Yaka : Abdoul Aziz pour le renforcement des fonctions régaliennes de l'Etat. Le directeur du Bureau conjoint des Nations Unies aux Droits de l'homme (BCNUDH), s'est exprimé ainsi à Kinshasa, faisant allusion aux conflits interethniques en RDC et plus particulièrement celui, opposant Teke-Yaka dans les provinces du Maï-Ndombe et du Kwango. **Le conflit Teke-Yaka, prend des proportions incontrôlables.** Jusque dimanche 25 septembre soir, la situation était confuse dans la cité de Fatundu, où affluent les déplacés de Bukusu et villages environnants du territoire d'Idiofa. Un jour avant, des personnes armées, qui seraient parties de Kwamouth, ont attaqué le village Bukusu dans la province du Kwilu. Ce qui a entraîné le déplacement des habitants de ce village vers Fatundu. Dans le village Bukusu, du secteur de Wamba, les assaillants, armés, ont égorgé le chef du village après avoir incendié presque toutes les maisons. Le trafic sur la route Bandundu-Kinshasa suspendu.

Goma : le maire appelle au non-respect de journées ville morte décrétées par la société civile. Il s'insurge contre les appels aux journées ville morte, décrétées par la coordination provinciale de la société civile du Nord-Kivu et les mouvements citoyens et rappelle que toutes manifestations sur les voies publiques sont interdites. Pour sa part, le président de la société civile du Nord-Kivu, a précisé que sa structure n'a pas appelé les gens à manifester dans la rue mais plutôt à observer seulement à partir de ce lundi, deux journées ville-morte en vue de contraindre l'Etat à pacifier le Nord-Kivu. **Goma : activités paralysées à la suite de la journée ville morte.** Selon des sources locales, de nombreuses écoles de Goma n'ont pas ouvert leurs portes et des élèves ont été vus en train de rentrer à la maison. Le marché central comme celui de Virunga ont été désertés tout cet avant-midi de lundi. Le trafic urbain a été fluide ce lundi dans le chef-lieu du Nord-Kivu et ses environs. Et la situation sécuritaire est calme, A travers cet appel, la société civile veut exiger la reprise de Bunagana par les Fardc, la levée de l'état de siège et le départ de la Monusco.

Lubero : un jeune homme meurt, après l'explosion d'une grenade à Kipese. Ce drame est survenu en début d'après-midi, lorsque la victime en promenade a piétiné cet engin explosif, causant sa mort sur le champ. Le président de la société civile de Lubero, appelle cependant les autorités militaires à bien veiller sur la protection des civiles afin de les épargner de tels dégâts.

Jean-Marc Chataigner exhorte les ethnies de Maï-Ndombe et Kwilu à la paix. Le chef de la délégation de l'Union européenne en RDC, a fait cette exhortation lors de sa visite aux déplacés de Kwamouth (Maï-Ndombe) ayant fui le conflit Teke-Yaka, dans leurs milieux de vie. Il souhaite que ces déplacés retournent dans leurs milieux afin de poursuivre leurs activités quotidiennes. Il a également promis l'appui de l'Union européenne au gouvernement pour que la paix revienne dans ce coin du pays.

Kabinda : le tribunal de grande instance annonce des audiences foraines à Lubao, Ngandajika Luputa et à Mwene-Ditu, pour régler des dossiers judiciaires en souffrance dans ce coin du pays. « Le gouverneur de province a dans le cadre du désengorgement des prisons, promis de faciliter le déplacement des juges du tribunal de grande instance, en commençant par le territoire de Lubao où un afflux de détenus est constaté. »

Kinshasa : projection du film documentaire « La voix des oubliés » a été projeté le 25 septembre à Kinshasa. Ce film a pour objectif de montrer l'insécurité dans laquelle vivent les enfants de Beni (Nord-Kivu). Il montre des images des jeunes écoliers blessés ou encore brutalisés par la police parce qu'ils réclamaient l'arrivée du chef de l'Etat en avril 2021 à Beni, et la fin des tueries des civils dans la région. Le réalisateur Mulisia Kelly indique que ce film a pour mission de susciter la prise de conscience du peuple congolais.

Plaidoyer pour un budget conséquent en faveur des secteurs "pro pauvres". La Commission permanente des Droits de l'homme a appelé le 25 septembre la société civile à faire plus de pression sur le Parlement et le

Gouvernement, en vue d'obtenir une redistribution équitable des ressources publiques. Elle a lancé cet appel lors d'une retraite à Kisantu dans le Kongo Central. Plus de 80% du budget national sont consommés par la classe dirigeante du pays au détriment de grande majorité de la population. Face à une prise en otage de tout le pouvoir par l'exécutif, seule la pression de la société civile peut reconforter le Parlement dans son action. Le directeur exécutif du Réseau gouvernance économique et démocratie, propose que « le budget de l'éducation puisse être porté à plus de 20 %, l'agriculture à plus de 10% et la santé à plus de 15%. »

Mbuji-Mayi : les principales morgues de la ville ferment, faute d'électricité. Seule la morgue de l'hôpital Notre Dame de l'espérance fonctionne grâce à son générateur. « Ça fait plus ou moins de deux semaines, on accueille plus de quinze corps par jours. Et la sortie, quinze à vingt corps par jour et on a une foule immense. »

Kasaï-Central : alerte sur la rupture des médicaments à Dimbelenge. La pénurie est constatée depuis que le partenaire SANRU, qui appuyait les structures de santé, est arrivé fin contrat en février dernier. Des cas de décès sont enregistrés par manque des produits essentiels pour les soins. « Nous en appelons à l'intervention des autorités provinciales et surtout des partenaires techniques et financiers qui sont dans la province, notamment l'OMS, l'Unicef d'intervenir de manière urgente dans ces zones de santé en termes d'appui en médicaments essentiels. »

Fizi : environ 500 ménages de déplacés en détresse à Lulenge. Ces familles ont fui les combats entre deux factions de rebelles rwandais du Conseil national de la résistance pour la démocratie (CNRD) à Hewa Bora. « Ils vivent dans des conditions déplorables et la plupart d'eux passent nuit à la belle étoile. Quand il pleut ils sont exposés à la pluie. Nous avons déployé les équipes dans toute la zone, on n'a pas réuni le chiffre exact définitif. »

Ituri : libération de 16 otages en échange de 4 miliciens Codeco. Selon des sources locales, tout est parti de l'arrestation en août dernier de quatre miliciens Codeco vers Ndrele, territoire de Mahagi ; avant leur transfert à l'auditorat militaire de garnison à Bunia. En représailles, des leaders de la Codeco ont à leur tour pris en otage le 8 septembre dix-sept civils, qui se trouvaient au marché de Kpandroma. L'un d'eux a été relâché après quelques heures. La libération des seize autres otages a été conditionnée par la remise en liberté des quatre assaillants. Ce geste s'inscrit dans le cadre de la recherche de la paix et la cohésion sociale entre communautés de l'Ituri.

Beni-Butembo : les activités socio-économiques se sont déroulées normalement, malgré l'appel à des journées ville morte. Les commerces et toutes les autres activités socioéconomiques ont ouvert leurs portes. La situation est similaire dans le secteur éducatif, où les écoles de la ville ont fonctionné comme d'habitude. Le même constat a été fait dans la ville de Beni, où toutes les activités ont ouvert leurs portes. La coordination de la société civile du Nord-Kivu ainsi que la synergie des mouvements citoyens et groupes de pression demandent, par ces actions, la levée de l'état de siège, la récupération de Bunagana par l'armée et le départ de la Monusco.

Nord-Kivu : levée du couvre-feu dans la ville de Goma, mais maintenu dans le reste de la province. Cette décision est prise sur base des recommandations formulées par les membres du comité provincial de sécurité au cours de la réunion extraordinaire de sécurité du 26 septembre 2022, tenue à Goma. Le Premier ministre avait déjà, lors de la clôture de sa mission d'évaluation de l'état de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri, instruit le gouverneur militaire du Nord-Kivu à trouver, de commun accord avec le Conseil provincial de sécurité, le moyen de lever le couvre-feu dans la ville de Goma.

Bafwasende : plaidoyer pour la restauration de l'autorité de l'Etat dans la région d'Opienge. Cet appel intervient trois semaines après le décès du général autoproclamé Luc Yabili, un chef Mai-Mai dont les éléments contrôlent la mine d'or d'Angumu depuis plus d'une décennie. Selon l'administrateur du territoire de Bafwasende, la reconquête de cet espace par l'Etat permettra la gestion de cette entité dans son intégralité et la récupération de la mine d'or d'Angumu, la 2^{ème} dans l'ex-Province orientale, après celle de Kibali, dans le Haut-Uélé.

Attaque du village Bukusu au Kwilu : 6 suspects arrêtés au village Fatundu (administrateur). Après le territoire de Kwamouth dans le Mai-Ndombe, le conflit meurtrier qui déchire les ethnies Téké et Yaka a atteint le Kwilu. Plusieurs sources ne parlent plus de conflit Teke et Yaka car, selon elles, cette insécurité prend des proportions très inquiétantes au point de ne plus savoir qui en sont les vrais instigateurs. « Les agresseurs sont passés par le village de Bukusu, ils ont cherché le chef, ils sont allés le capturer dans la forêt et ils l'ont tué dans son propre carré, ils ont incendié toutes les maisons. Alors c'est comme ça que toute la population de ce rayon d'action, ont pris fuite ici à Fatundu. Alors ce matin, on a vu une pirogue qui montait entre le village Kingalakiana et le port de Fatundu, la police est allée avec les éléments de bureau 2 des Fardc, ils ont capturé six

suspects qui sont aux arrêts au niveau de la police et que la force est en route pour venir les récupérer. Ils avaient des machettes, ces bandeaux et des banderoles qu'ils ont mis sur leurs corps, sur la tête et au bras, ils montaient vers Fatundu. Le village est vraiment traumatisé, c'est tout le monde maintenant qui est à débandade, en déplacement ».

Beni : lancement de la deuxième phase du projet STEP 2 ciblant 7500 employés parmi les vulnérables de la région. Ce projet du Fonds social de la République est financé par la Banque mondiale. « Nous avons lancé les travaux de Haute intensité de mains d'Œuvre pour 7500 personnes. Ils vont travailler du lundi au vendredi pendant cent jours. A la fin de cent jours ils seront formés et vont faire un petit projet chacun, qui sera financé à hauteur de cent dollars. Donc à part ce qu'on va leur donner à la fin de chaque mois. Dans ce chantier, on travaille comme équipe mais aussi avec des valeurs éthiques et des valeurs citoyennes. En cas de dérapages, on arrête le contrat de la personne qui a été sanctionnée et nous allons remplacer par les personnes qui sont des réservistes ». Ce projet est apprécié par les bénéficiaires. Le second volet des travaux de construction des infrastructures de base consistera, en un mois, à la construction de 27 écoles et de deux centres de santé ainsi que l'aménagement d'une source d'eau.

Vital Kamerhe à Kindu : « Je suis venu apporter un message de paix, de cohésion, d'amour et de développement ». Il a tenu un meeting à la tribune centrale de Kindu, dans le cadre de sa tournée pour la paix, appelant la population à l'amour de la patrie. Il a également épinglé les difficultés que traverse la population de cette province. C'est notamment le manque d'électricité, le chômage, l'absence des routes de desserte agricole. Il a promis de prendre les doléances des habitants du Maniema et de les amener auprès des autorités compétentes.

Mardi 27 septembre.

La coupure de la voie ferrée à Demba fait craindre une crise alimentaire à Kananga. La voie ferrée, est coupée par une tête d'érosion depuis le week-end dernier au niveau de la gare de Bena Leka dans le territoire de Demba au Kasai-Central. Cette situation est causée par les pluies qui se sont suivies dans la zone. La société civile locale, qui lance l'alerte, appelle les autorités à une solution rapide, cette voie étant celle qui approvisionne la ville de Kananga en produits agricoles.

Tension dans le grand Bandundu : « Ce conflit communautaire porte une main noire » (Daniel Asele). Selon le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur le conflit communautaire dans les provinces issues du démembrement de l'ex-Bandundu « porte visiblement une main noire. D'où, il fallait un tour de table pour évaluer la situation et combattre cette situation qui nécessite l'implication de l'ensemble du peuple congolais ainsi que de tous les services de sécurité et plus particulièrement l'armée et la police qui sont mises à l'œuvre à partir de ce jour dans la province de Mai-Ndombe précisément à Kwamouth et sur la RN17 où les insurgés se retrouvent encore dans des forêts et dans des savanes en train de continuer à commettre des actes ignobles et qui amènent à la mort.»

Il encourage ainsi la population « à se lever et à participer activement et surtout à dénoncer ces infiltrés et inciviques congolais qui se permettent de commettre ces actes de déstabilisation du pays. » **Opérations militaires à Kwamouth: l'armée appelle les fermiers à quitter la brousse.** Les Fardc, annoncent ce 27 septembre le lancement des opérations militaires dans le territoire de Kwamouth au Mai-Ndombe. Ces opérations vont se dérouler dans les endroits reculés de ces villages ainsi que dans la brousse, où sévissent des hommes armés depuis plusieurs mois. De ce fait, l'armée demande à tous les habitants des fermes, situées en pleine brousse, de se déplacer vers des agglomérations plus habitées pour ne pas être confondus aux assaillants et appelle également la population locale à dénoncer ces agresseurs. **Réouverture de la route Kinshasa-Bandundu.** Les autorités du Kwilu avaient suspendu le trafic sur cet axe routier depuis près d'un mois à la suite des attaques d'hommes armés dans un contexte des tensions sécuritaires dans la région voisine de Kwamouth. Le trafic reprend à la suite du positionnement des Fardc sur cette route afin de contrer les attaques des assaillants. **Mai-Ndombe : les parents déplacés appelés à inscrire leurs enfants dans des écoles de lieux de refuge.** Selon le ministre provincial de l'ESPT du Mai-Ndombe, cela permettra aux enfants de ne pas rater l'année. Car selon lui, il est très difficile et pas prudent de rouvrir les écoles ces jours-ci dans ce territoire, étant donné que les atrocités se poursuivent. Et le ministre ajoute que des dispositions seront prises en ce qui concerne les frais scolaires de ces enfants dans des écoles où ils seront inscrits.

Beni : l'armée met en garde les ex-miliciens cantonnés à Kalunguta. « Les ex-Mai-Mai du mouvement UPLC cantonnés au village Kalunguta attendent le processus de désarmement. Nous avons constaté ces derniers temps quelques dérapages de certains d'entre eux, qui sont en train de faire payer à notre population les taxes et commettre des exactions contre la population civile. Désormais ceux qui seront attrapés dans cette aventure seront directement déférés devant la justice et vont répondre à leurs actes », a-t-il averti.

Nord-kivu: libération du militaire congolais arrêté au Rwanda. Après deux jours de détention au Rwanda, Jacques Mira Mira, militaire congolais du 2eme bataillon Commando, a été libéré le 26 septembre à partir du poste frontalier de la Grande Barrière, entre Gisenyi et Goma (Nord-Kivu). Cette libération a été facilitée par le Mécanisme conjoint de vérification, qui avait été saisi par les autorités militaires du Nord-Kivu.

Dix-neuf morts dans un accident circulation à Lubudi, survenu lundi 26 septembre. Une trentaine de blessés ont été conduits à l'hôpital général de référence de Lubudi. Le bilan est encore provisoire. « Il y a encore des morts sous le véhicule, la route est en train d'être réhabilitée. La vitesse et le manque de signalisation routière sur les courbures seraient à la base de cet accident ».

Le ministre de la Santé déclare la fin de l'épidémie d'Ebola à Beni. « Grâce aux acquis des précédentes épidémies et l'accompagnement de la province et du niveau national, l'expertise des équipes locales et leur professionnalisme ont permis de contenir l'épidémie dans les limites de la zone de santé de Beni. En ce mardi 27 septembre, après 42 jours de surveillance renforcée, sans nouveaux cas confirmés, et selon le protocole de l'OMS, je suis heureux de déclarer solennellement, la fin de la 15^{ème} épidémie Ebola en RDC et la 4^{ème} dans la province du Nord-Kivu en RDC ». L'unique victime, une femme de 46 ans, est décédée du virus Ebola. **L'Unicef salue l'action coordonnée qui a permis de contenir efficacement l'épidémie.** Sous la coordination du ministère de la Santé, l'Unicef a mobilisé ses équipes pour aider à contenir la propagation de la maladie à travers des actions portant sur la prévention et le contrôle de l'infection, l'accès des communautés à l'eau, hygiène et assainissement, les activités de communication et de mobilisation communautaire, ainsi que l'assistance psychosociale aux familles affectées par l'épidémie.

Quatre anciens gestionnaires de l'ICCN poursuivis pour détournement des deniers publics et blanchiment des capitaux présumés. Selon le procureur de la République près le tribunal de grande instance de Kinshasa-Gombe, les 4 anciens gestionnaires de l'ICCN ont comparu ce mardi 27 septembre et ont accepté de collaborer avec la justice. Ils vont retourner au parquet à chaque fois qu'ils y seront invités.

François Hollande pour « la fin des ingérences » et une force de l'ONU « plus efficace », pour ramener la paix dans l'est déchiré de ce grand pays d'Afrique centrale. En visite en RDC, l'ancien président français François Hollande a déclaré : « Le Congo est un pays souverain, indépendant, démocratique, qui doit régler par lui-même les affaires qui le concernent, y compris ces guérillas qui viennent troubler la vie des populations ». Il venait de visiter le musée national de RDC et devait ensuite se rendre à Bukavu, pour assister mercredi à l'inauguration d'un nouveau service de l'hôpital du gynécologue congolais Denis Mukwege, prix Nobel de la paix 2018 pour son action en faveur des femmes victimes de violences sexuelles. A propos de la Monusco, dont le départ a été violemment réclamé récemment par des manifestants qui lui reprochent son incapacité à ramener la paix après plus de vingt ans de présence dans le pays, François Hollande a jugé cette force « indispensable pour dissuader, pour protéger ».

Remettre en cause la présence de cette force « serait faire le jeu des groupes qui terrorisent la population ou se livrent à des prédatons insupportables ». Toutefois, « les conditions d'engagement, la composition de ces forces, leur équipement, ne sont pas parfaits pour assurer le mandat qui leur a été confié ». Ces forces, selon lui, doivent être « beaucoup plus efficaces, pour aller même au contact de ces groupes » armés.

Nord-Kivu : mettre fin à l'insécurité pour relancer le tourisme. « Actuellement, pour convaincre un touriste à venir au Congo, c'est compliqué. Le message qui est véhiculé est que c'est une zone rouge. Et ceux qui comptaient venir, ils ne viennent plus parce qu'ils sont informés qu'il y a l'insécurité et que c'est une zone dangereuse. Nous demandons que la paix revienne dans la région' ». Depuis plus d'une année, le tourisme est fermé au Parc national des Virunga et cela constitue un manque à gagner tant pour l'Etat que pour la communauté locale.

Vidiye Tshimanga bénéficie de la liberté provisoire. L'ancien conseiller stratégique du Président de la République vient de quitter la prison centrale de Makala où il était détenu depuis le 21 septembre. Mais selon le parquet, il va continuer de comparaître en étant libre au parquet général près la cour d'appel de Kinshasa-Gombe qui poursuit son instruction sur la tentative de corruption et de trafic d'influence, faits se rapportant à ses conversations filmées avec des supposés investisseurs dans le secteur minier. Il a été auditionné le mercredi 21 septembre par le parquet général près la cour d'appel de Kinshasa-Gombe et placé sous mandat d'arrêt provisoire le même jour.

Goma : reprise des activités malgré l'appel de la société civile à une ville morte. Contrairement à la journée de lundi, les activités socio-économiques, ont repris en grande partie. Les stations-services, les magasins, les bistrotts et les grands restaurants de la ville, fonctionnent normalement même si les banques et les grands

commerces, ont servi leurs clients à guichet fermé. La plupart des personnes interrogées sur leur refus d'obtempérer à l'appel de société civile, affichent une certaine lassitude sur les manœuvres orchestrées par certains acteurs notamment leur positionnement pour les prochaines échéances électorales de 2023.

Masisi : retour au calme après accrochages entre Nyatura et Fardc à Muhemba. La société civile de Buabo parle de deux assaillants tués, un blessé et un capturé par l'armée lors de ces combats. Ces échanges de tirs ont provoqué un déplacement en masse des habitants du village Muhemba vers Kishonja. Néanmoins que quelques personnes commencent à retourner timidement ce mardi. La société civile alerte par ailleurs, sur la présence d'un groupe de bandits armés dénommé "Shishikara" qui opère entre les groupements Banyungu et Buabo.

Ituri : la Monusco va redoubler d'efforts pour accompagner le gouvernement Congolais à éradiquer "complètement" les groupes armés. Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de Nations unies en charge de la protection et des opérations, salue les efforts des autorités provinciales pour améliorer la sécurité en Ituri avec la signature des actes de cessation des hostilités pour certains groupes armés locaux. Il a également encouragé ses hôtes pour les opérations militaires contre les forces négatives sur l'axe Komanda-Lolwa-Mambasa. « Je peux vous assurer que, pour le temps qui nous reste et qui sera défini par l'autorité nationale, nous allons redoubler nos efforts dans ce sens-là. C'est une frustration qu'on comprend. L'accompagnement de la Monusco en tout cas est total ». Il a réitéré l'apport de la Mission onusienne au processus de paix en cours et de DDRC-S.

Goma : raffermissement de la fraternité entre catholiques et musulmans à la Mosquée du quartier office. L'évêque de Goma, Mgr Willy Ngumbi a visité, ce 27 septembre, la mosquée du quartier office de Goma, en chantier. Premier geste de Mgr Willy Ngumbi dès le seuil de la mosquée, ôter ses souliers. Signe qu'il n'est pas du tout étranger à la culture musulmane, lui qui a évolué à Kindu pendant plusieurs années. A l'intérieur de la mosquée, les pourparlers avec ses "frères et sœurs musulmans", ont porté sur la fraternité, la solidarité et la cohabitation pacifique qu'il convient d'entretenir entre Catholiques et Musulmans de Goma comme du monde entier, à l'exemple du Pape François. Mgr Ngumbi n'est pas allé mains vides à la mosquée de l'Office, en plein chantier. Une centaine des sacs de ciment, en signe de contribution à la construction en cours.

Mercredi 28 septembre.

Près de 6.000 réfugiés congolais rapatriés après près de 5 ans d'exil en Zambie (HCR). Selon le HCR, le rapatriement volontaire des réfugiés de la colonie de Mantapala dans la province de Luapula vers Pweto (Haut-Katanga) en RDC a commencé en décembre 2021. Ces rapatriés ont été transportés en bus par convois hebdomadaires d'environ 600 personnes jusqu'au poste frontière de Lunkinda. Plus de 11 000 réfugiés congolais sont enregistrés pour retourner en RDC d'ici fin 2022, suite à la déclaration d'une amélioration de la sécurité dans certaines zones de la province du Haut-Katanga. Dans un centre de transit du HCR à Pweto (RDC), où les rapatriés sont hébergés pendant deux jours, les autorités congolaises délivrent des documents, notamment des certificats de naissance pour les nouveau-nés et des certificats scolaires, afin de leur permettre de s'intégrer rapidement et d'accéder aux services. Le partenaire du HCR dans le domaine de la santé effectue également des examens médicaux et les personnes ayant des besoins spécifiques reçoivent un traitement de base. Les rapatriés reçoivent également une aide en espèces pour couvrir les dépenses de base à leur arrivée chez eux. Cette aide couvre le transport jusqu'à leur destination, les articles d'hygiène et de ménage, ainsi que l'aide au loyer initial.

Kasaï-Central : le gouverneur fixe les frais scolaires dans les écoles publiques. Au niveau maternel, il fixe les frais de scolarité à 2 500 FC le mois par élève, 1000 pour le minerval et 1000 pour le bulletin par an. Au primaire, l'enseignement est gratuit, insiste le gouverneur du Kasaï-Central. Du côté secondaire, le cycle terminal de base, notamment 7e et 8e, les élèves doivent payer 4 000 FC par mois. Au secondaire général, il a fixé le frais à 5 000 FC le taux alors que les options techniques sociales et commerciales payeront 5 500 voire 6500 FC. Pour les écoles privées, le document du gouverneur souligne que le taux de frais scolaires est fixé par le promoteur sur base d'un budget discuté en assemblée générale avec les parents et un représentant de l'Etat.

Des femmes entrepreneures sollicitent l'accompagnement de l'Etat. « Il y a des femmes entrepreneures en RDC qui font de choses merveilleuses et qui ont des projets magnifiques. Mais seulement, elles n'ont pas d'accompagnement qu'il faut ». A l'occasion, le président national des Banques commerciales du Congo, a promis l'accompagnement des institutions bancaires du pays aux initiatives des femmes entrepreneures. Pour sa part, le ministre des Finances a salué la tenue, à Kinshasa, de ce forum qui, selon lui, s'inscrit dans le cadre de la promotion du genre que s'est assignée le gouvernement congolais. Initiative panafricaine, AFWA vise entre autres à combler le déficit financier des femmes du continent, estimé à 42 milliards USD.

Le bilan de l'accident de Lubudi s'alourdit, 34 morts. Il est passé de dix-neuf à trente-quatre morts. Le grand camion accidenté, outre les passagers, transportait aussi un minibus à bord duquel d'autres voyageurs avaient pris place. Ils étaient quinze au total. Tous sont aussi morts. Leurs corps ont été retrouvés lorsque l'on relevait le grand camion. Cette découverte porte à trente-quatre le nombre de morts. Tous ont été enterrés à 4 km du lieu de l'accident, car avec la chaleur, il y a des corps qui se décomposaient. Quant au chauffeur du grand camion, il est gardé à la police. D'après l'administrateur du territoire de Lubudi, cet homme était dans un état d'ébriété et des bouteilles d'alcool ont été retrouvées dans sa cabine.

Tension dans le Grand Bandundu : le Cardinal Ambongo appelle à l'intervention de Félix Tshisekedi, dans la résolution du conflit qui prévaut dans le territoire de Kwamouth (Maï-Ndombe). Il a lancé cet appel au retour de quatre jours de mission pastorale dans cette partie du pays. Il redoute également que ce conflit se transporte à Kinshasa, vue sa proximité vis-à-vis de Kwamouth. Parti du territoire de Kwamouth dans le Mai-Ndombe, le conflit meurtrier affecte les provinces du Kwilu et du Kwango. **Attaques armées à Bagata : l'autorité territoriale appelle ses administrés à la retenue.** L'incursion de ces hommes armés assimilés aux belligérants du conflit Teke-Yaka, a créé la panique au sein de la population de Bagata, vidé d'une partie de sa population. L'administrateur du territoire de Bagata (Kwilu) demande « à tous les hommes, toutes les femmes et à la jeunesse du territoire de Bagata à cultiver la paix. Nous avons toujours été ensemble en cohabitation pacifique. Nous bannissons le virus de la haine et de la division. Je dis à toute la population de vaincre la peur et de ne pas céder à la panique ».

Mbuji-Mayi : le maïs de Kaniama Kasese vendu cher dans un dépôt clandestin. Le premier lot de 1000 sacs, suivi d'un deuxième 5000 sacs ont été découverts par les services de sécurité, dans des dépôts clandestins au grand marché Bakua Dianga, dans la commune de Dibindi. Alors qu'un sac de 50 Kg se vend à 42 500 FC sur le marché public, il revient à 60 000 FC (30 USD) dans les dépôts clandestins. Informées de ces pratiques illicites, les autorités de la province ont saisi le deuxième lot de 5000 sacs au marché de Bakua Dianga pour les vendre au prix officiel de 42 500 FC (21.50 USD).

Butembo : la plate-forme U-Report plaide pour la valorisation des sites touristiques. Une trentaine des jeunes, membres de la communauté U-Report Butembo, une structure des jeunes parrainée par l'Unicef, ont fait le tour dans la réserve forestière de la Mususa d'une quarantaine d'hectares, située à 5 km du centre-ville. Des espèces végétales comme animales vivent dans la réserve forestière, qui porte le nom de la rivière qui marque la limite entre le territoire de Lubero et la ville de Butembo. Le leader de U-Report Butembo, lance cet appel : « C'est un avantage que nous avons d'avoir une réserve de ce genre dans la ville de Butembo, au regard de l'insécurité dans la région qui ne permet plus aux chercheurs de se déplacer vers d'autres sites touristiques. Donc, nous devons tous nous impliquer afin que cette réserve attire le monde extérieur vers chez nous ».

Kindu : des professeurs de français apprennent l'élaboration de la prévision de leur cours. Cette formation entend amener ces enseignants à dispenser leur cours conformément au programme national, a expliqué l'inspecteur du pool secondaire de Kasuku. Il dit avoir initié cette formation après que les inspecteurs ont constaté, quelques semaines après la rentrée scolaire, que chaque enseignant de ce pool dispensait le cours de français à sa manière. Il redoute, que l'attitude de ces enseignants, impacte sur la qualité de l'enseignement.

Environ 26 000 déplacés visés dans la distribution des vivres en Ituri et au Haut-Uele. Le Programme alimentaire mondial (PAM) distribue, du 24 au 30 septembre, des vivres aux déplacés installés aux villages Lita et Linga (Ituri) et à celui de Bele (Haut-Uélé). Cette opération est assurée conjointement par l'ONG Association des jeunes pour le développement communautaire (AJEDEC) et Caritas-Développement. Pour la zone de santé de Lita, par exemple, environ 2 419 ménages ont été servis. D'autres ménages, environ 6 306, sont servis par l'ONG Caritas-Développement au village Linga (Haut-Uele).

Beni : de fausses pièces d'identité à la base de la tension entre la société civile et la police. La tension s'observe depuis plus de trois mois entre les acteurs de la société civile et les policiers de la Légion nationale d'intervention (LNI), installés aux quatre barrières principales, à l'entrée et la sortie de la ville de Beni (Nord-Kivu). Cette tension fait suite aux tracasseries dont la population dit être victime de la part de cette unité de la police. La situation remonte à plus de trois mois. De fausses pièces d'identité sont récupérées auprès de la population, dont la majorité provient de la région de Lubero, Butembo à destination de Mambasa en Ituri. Le commandant de la LNI dans la ville de Beni, fait comprendre que la situation actuelle nécessite une rigueur de contrôle des pièces d'identité qui n'est nullement une forme de tracasserie. Le colonel a même exhibé plus de 1 500 fausses pièces d'identité saisies sur plusieurs personnes parmi lesquelles des suspects qui veulent vaquer d'un point à un autre du territoire et pour enfin infiltrer la ville. Il appelle la population à la dénonciation des suspects, car la sécurité est une affaire de tous.

Rutshuru : 7 blessés lors des manifestations contre la Monusco à Nyamilima, par des jeunes de la Lucha, pour obliger la mission onusienne de quitter la zone. La police est intervenue pour empêcher ces jeunes d'atteindre la base des casques bleus. C'est pendant des confrontations avec les forces de l'ordre que ces 7 jeunes manifestants auraient été blessés. En début d'après-midi, une pluie qui s'est abattue dans la zone a calmé un peu la situation.

Goma : 3 ONG lancent le projet "accès à l'information fiable pendant l'état de siège". Par ce projet le Collectif des radios communautaires, Journaliste en danger et Congo check, ces 3 ONG, visent à améliorer le travail des professionnels des médias dans les deux provinces sous état de siège. Pendant trois ans que va durer le projet, des activités vont être menées dans le cadre de l'accompagnement des radios communautaires, la production et diffusion des émissions sur les droits humains et la paix, ainsi que la protection des journalistes.

Bukavu : inauguration à l'hôpital de Panzi du bloc opératoire pour la chirurgie mini-invasive, en présence de l'ancien Président français, François Hollande. La présence de François Hollande à Panzi est une promesse de longue date qu'il avait faite à Dr Mukwege alors qu'il était encore président de la République française. Mais il attendait que ce bloc opératoire soit fini pour venir. Parlant de ce bloc, doté d'appareils à la pointe de la technologie et de 6 salles d'opérations, il est spécialisé dans la chirurgie mini-invasive : une pratique qui permet d'avoir moins d'hémorragie. Elle est aussi moins douloureuse et donc moins traumatisante pour le patient. Quant aux chirurgies pratiquées, ce sont principalement la prise en charge des fistules mais aussi tout type de chirurgies gynécologiques, urologiques et digestives. L'hôpital de Panzi devient ainsi une référence dans tout le pays dans ce domaine.

Kalemie : inauguration du centre hospitalier de la police, financé par la Monusco. Le bâtiment qui abrite le centre hospitalier est constitué d'un laboratoire, d'une infirmerie, d'une salle de consultation, d'une maternité avec salle d'accouchement, d'une salle d'opération, d'une pharmacie, d'une salle d'hospitalisation pour les hommes et pour les femmes, d'un hall de dégagement ainsi que d'un bloc sanitaire composés de toilettes et douches.

Rutshuru : pas des cours pour des milliers d'enfants depuis une semaine à la suite des villes mortes. Un responsable de l'administration publique à Kiwanja craint que cette jeunesse ne se livre à la délinquance ainsi qu'aux actes barbares dans la cité et ses périphéries et redoute également recrutement de ces enfants désœuvrés dans les groupes armés actifs dans la région de Rutshuru.

Kinshasa : la Raw Bank et AFAWA signent un partenariat de 45 millions USD au profit de l'entrepreneuriat féminin. La signature de ce contrat est soutenue par la Banque africaine de développement (BAD), à travers son initiative " Affirmative finance action for women entrepreneurs in Afrika" (AFAWA). Celle-ci vise à favoriser l'autonomisation financière de la femme en Afrique. Cet accord aura un impact sur la croissance et le développement de l'entrepreneuriat au féminin. La directrice du département Genre, femme et société civile à la BAD, encourage les femmes congolaises à se rapprocher davantage des structures de formation à l'entrepreneuriat.

Jeudi 29 septembre.

François Hollande : « On parle moins des violences qui sont commises ici en RDC ». S'exprimant sur la situation sécuritaire dans la partie Est de la RDC, il a promis de mettre à contribution sa personne pour mener un plaidoyer à l'échelle internationale pour le retour de la paix en RDC. Il a également précisé que la France et d'autres personnalités vont continuer à se mobiliser pour que les crimes graves commis en RDC ne restent pas impunis. François Hollande pense qu'il faudrait une force internationale d'action et non d'interposition pour pacifier la région. Il pense également que si la Monusco n'était pas en RDC, la situation serait pire.

Test COVID-19 : l'ACAJ dénonce la tracasserie des services du ministère de la Santé à l'aéroport de N'djili. Des services du ministère de la Santé commis à l'aéroport international de N'djili, à Kinshasa, continuent d'exiger systématiquement des tests COVID aux passagers venant de l'étranger déjà vaccinés et ce, moyennant paiement de 50 USD. Cette pratique continue en violation de la décision prise lors du Conseil des ministres d'il y a une semaine, a dénoncé l'Association congolaise pour l'accès à la justice qui demande au ministre de la Santé de répercuter la décision prise par le Conseil des ministres à ses services pour qu'ils arrêtent ces tracasseries.

Violences sexuelles : plaidoyer pour un circuit de communication permanent entre Kinshasa et les provinces. Ils ont fait cette recommandation à l'issue de leurs assises de deux jours organisés à Kisangani, au cours des travaux consacrés à la restitution de l'ajout au communiqué conjoint sur les violences liées au conflit entre la RDC et l'organisation des Nations unies. La conseillère spéciale du Chef de l'État en charge de la jeunesse et lutte contre les violences sexuelles, explique que ces actions sont menées pour éradiquer les violences sexuelles en période de conflit en RDC. Plusieurs défis restent à relever, notamment la prise en charge holistique ainsi que la réinsertion socioéconomique des victimes. La poursuite de la campagne « Tolérance zéro » immédiate est aussi plus qu'une nécessité pour lutter contre ce fléau en RDC, insistent les organisateurs.

Administration publique : 118 lauréats du concours de 2016 triment encore à Kinshasa. Ces lauréats n'ont ni logement, ni restauration moins encore les frais de transport pouvant leur permettre de rejoindre leurs lieux d'affectation, avec leurs familles.

Emoluments des députés : une commission disciplinaire créée contre Jean-Baptiste Muhindo et Delly Sessanga. Delly Sessanga se dit prêt à poursuivre son combat, quel qu'en soit le prix, pour faire de la RDC un état sobre mais efficace ; en réduisant le train de vie des institutions au bénéfice du petit peuple. Tout était parti d'un message adressé au peuple congolais, le 30 août, par l'opposant Martin Fayulu. Ce dernier se disait « profondément indigné d'apprendre que la rémunération des députés nationaux s'élève depuis janvier 2022 à 21 000 USD par mois, en violation flagrante de la loi budgétaire ». Cette déclaration avait été approuvée par Delly Sessanga et Jean-Baptiste Muhindo, mais démentie par le collectif des députés nationaux des vingt-six provinces de la RDC.

Nord-Kivu: le village de Kabindi vidé de ses habitants à la demande du M23. Les rebelles du M23 auraient obligé mardi dernier les quelques habitants qui étaient encore présents dans le village de remonter vers Tchengerero, selon des sources locales. Cette manœuvre vise à dégager complètement la ligne des fronts en prélude d'une éventuelle reprise des hostilités. Kabindi, qui serait la dernière position ouest des rebelles du M23, est situé sur la rive Est du pont Rwanguba sur la rivière Rutshuru et qui est occupé par les Fardc.

Equateur : la population de Bolomba attend l'effectivité du Programme de développement des 145 territoires. La population de Bolomba réclame la tenue des élections en 2023 et veut voir se matérialiser le programme de développement de 145 territoires, initié par le chef de l'Etat. Selon le porte-parole de l'assemblée provinciale de l'Equateur ces deux préalables permettraient d'améliorer le vécu quotidien de la population, avec notamment la réhabilitation des infrastructures de base, l'augmentation de l'effectif des éléments de la police.

Kinshasa : collision entre deux taxis-bus, 3 morts et 4 blessés. Deux taxis-bus sont entrés en collision ce jeudi 29 septembre dans la matinée au croisement du boulevard Lumumba et la 1^{ère} rue Limete (Kinshasa), tuant du coup trois personnes et faisant 4 blessés graves. L'excès de vitesse est à l'origine de cet accident.

Ituri : 2 morts lors d'une attaque d'un site des déplacés et une autre blessée pendant l'incursion le 28 septembre des miliciens de la Codeco, à la périphérie de Gina dans le territoire de Djugu (Ituri). Selon la société civile locale, une intervention musclée des casques bleus de la Monusco et des Fardc a permis de repousser ces assaillants.

Ituri : 12 otages du groupe armé Zaïre libérés. Douze personnes, dont cinq policiers et six militaires FARDC, prises en otage par des hommes armés identifiés comme des miliciens du groupe armé Zaïre, ont été libérées tard dans la soirée du 28 septembre à Dala, dans le territoire de Djugu (Ituri). Cette libération a été faite en échange de quatre membres de cette milice, arrêtés dans cette localité par la police nationale congolaise, puis transférés à Bunia. Parmi les policiers, quatre sont grièvement blessés, après avoir subi des tortures par ces hommes armés.

Beni : le personnel soignant du centre de santé de Mangina en grève sèche. Il réclame deux ans de salaire impayés. Dans ce centre hospitalier, plus de 200 malades qui y étaient internés ont tous quitté leurs lits pendant que le personnel soignant est resté cloîtré chacun dans son coin. Les grévistes n'attendent que le paiement de leurs salaires de deux ans de prestation. Des sources proches de cette structure indiquent que les pourparlers sont en cours avec la division provinciale de santé afin de trouver rapidement une solution à cette crise sanitaire.

La société civile de Kasindi redoute l'importation d'Ebola de l'Ouganda. A cet effet, le vice-président de la société civile a alerté les autorités car la frontière de Kasindi enregistre d'importants trafics journaliers entre l'Ouganda et la RDC : « Il n'y a pas jusque-là de dispositifs adaptés ou actualisés pour empêcher l'entrée de l'Ebola en provenance de l'Ouganda ». Le médecin chef de la Division provinciale de santé du Nord-Kivu, affirme que cette question est sur la table des autorités compétentes en vue de la mise en place urgente des

dispositifs nécessaires au niveau de 10 zones de santé du Nord-Kivu, partageant les limites avec l'Ouganda. L'OMS redoute la propagation de l'épidémie d'Ebola qui sévit en Ouganda dans les pays voisins dont la RDC.

Développement de 145 territoires : début de construction de 48 écoles et 34 centres de santé au Nord-Kivu.

Le gouverneur du Nord-Kivu, a lancé, le 29 septembre, la première phase du programme de développement de 145 territoires à Sake, territoire de Masisi (Nord-Kivu). Selon le chef d'antenne du Bureau central de coordination (BCECO)/Nord-Kivu, a également expliqué que ces ouvrages seront construits dans les 6 territoires du Nord-Kivu pour un coût d'environ 10 millions USD. A travers le programme de développement de 145, au total 82 projets sont prévus au Nord-Kivu.

Lubero : 10 cas des kidnappings en l'espace de 3 mois. Les sources concordantes et la société civile attribuent ces actes aux groupes armés actifs dans cette contrée : parmi lesquels, l'Union des patriotes pour la défense des innocents (UPDI), les Mai-Mai Mazembe et les Nyatura. Ces miliciens infligent, sans foi, de lourdes amendes forfaitaires et imposent des taxes illégales à la population de cette partie du Nord-Kivu. Pour accéder à leurs cultures, mais aussi échapper aux tortures corporelles et à tout autre sorte des châtements, les paysans sont sommés de payer 1000 FC chaque jour.

Kindu : la savonnerie NASSA annonce sa fermeture. « Nous sommes asphyxiés par les effets de la COVID-19, la pénurie de matières premières, le pouvoir d'achat de la population devenu inexistant, le climat des affaires aussi très sombre, qui n'est pas assaini », a fait savoir cet entrepreneur. Il a sollicité l'intervention de l'État ou autres partenaires, pouvant l'aider à pérenniser cette entreprise de fabrication de savons. La quarantaine de travailleurs de la savonnerie NASSA s'inquiètent, en apprenant la fermeture de leur entreprise. La savonnerie NASSA fonctionne depuis 2017 et produit environ 1000 paquets de savons par jour.

Beni : la Monusco appelée à être « une mission d'action sur le terrain ». Le coordonnateur de l'ONG CEPADHO, a exprimé ce souhait lors d'un échange avec le représentant spécial-adjoint du secrétaire général de l'ONU en RDC, Khassim Diagne. « Nous espérons que la mission des Nations unies, avant son retrait, tel qu'envisagé avec le gouvernement, puisse arriver à rectifier le tir notamment en se comportant en mission offensive, en mission d'actions sur le terrain que d'être comme une mission d'interposition ou comme une mission d'observation », a-t-il poursuivi.

Modeste Bahati interpelle les sénateurs sur l'absentéisme. Le président du Senat a rappelé que les absentéistes courent le risque d'être invalidé conformément au règlement intérieur de la chambre haute du Parlement, qui stipule qu'un sénateur qui accumule sans justification plus d'un quart d'absences au cours d'une session verra son mandat être invalidé. Le calendrier compte 14 matières, dont 10 nouvelles et 4 arriérés législatifs. Outre l'examen de la loi des finances 2023, le contrôle parlementaire sera également au rendez-vous tout au long de cette session.

Vendredi 30 septembre.

Kinshasa : 2 élèves de l'école Shekinnah décèdent d'une maladie inconnue à Matete, sur 12 cas notifiés. Selon l'infirmier-supérieur de la zone de santé de Matete, cet établissement scolaire, situé au quartier De Bonhomme est momentanément fermé depuis la semaine dernière. Ces patients présentaient des symptômes identiques, notamment des maux de tête, de gorge, rhume, douleurs articulaires, difficultés à marcher et à respirer pour certains. Les cas sont pris en charge dans deux centres médicaux, dont un situé non loin de l'école. Les autorités sanitaires disent attendre les résultats des échantillons envoyés à l'Institut national de recherches biomédicales (INRB), avant de se prononcer.

Beni : plus de 400 orphelins de guerre vivent difficilement dans un orphelinat à Kasindi. Selon la responsable de cette structure caritative, ces enfants manquent de nourritures et de soins de santé adéquats. C'est dans ce cadre qu'elle séjourne à Kinshasa pour mener des démarches auprès du ministère de la Justice en vue d'obtenir la personnalité juridique de son ONG. Ce qui lui permettra d'obtenir l'aide dont elle a besoin auprès des différents partenaires. Depuis le mois de janvier 4 orphelines ont perdu la vie à cause de la malnutrition aigüe.

Kinshasa : le PNHF annonce des mesures contre la tracasserie liée au test COVID voyage à l'aéroport de Ndjili. Ce service étatique réagit ainsi aux accusations de l'ONG Association congolaise pour l'accès à la justice (ACAJ), portées contre ses agents affectés à l'aéroport international de Ndjili. ACAJ avait affirmé, que des tracasseries sont perpétrées par les services du ministère de la Santé à l'aéroport international de Ndjili à l'endroit des passagers en provenance de l'étranger et qui, tout en détenant le certificat de vaccination contre la

Covid-19, sont obligés de passer le test COVID moyennant le paiement de 50 USD. Directeur adjoint du Programme national de l'hygiène aux frontières, Dr Christian Kabasele, a précisé qu'un numéro vert sera communiqué «incessamment» pour permettre à toute personne qui serait victime de cette tracasserie d'en dénoncer les auteurs.

Les populations locales ne sont pas informées des appels d'offres de l'exploitation pétrolière et gazière (Greenpeace). « Ce rapport est le résultat des condensées de visite de terrain que Greenpeace et ses partenaires ont effectué dans certains villages qui pourraient être impactés négativement par les blocs pétroliers que le gouvernement a ouvert aux appels d'offres il y a quelques mois. Après que le gouvernement ait persisté mordicus avec son projet, nous nous sommes dits allons d'abord écouter ces communautés locales qui pourraient être affectées parce que le gouvernement ne cesse de dire que c'est un projet qui pourra améliorer les conditions de vie de ces communautés qui vivent dans les forêts », explique Irène Wabiwa Betoko, cheffe de la campagne Greenpeace Afrique pour la forêt du Bassin du Congo. Dans ce rapport, Greenpeace regrette de constater que « ces communautés ne sont pas au courant que Kinshasa était en train de prévoir d'ouvrir sur le marché 27 blocs pétroliers et 3 blocs gaziers. Et pour elles, il n'est pas question que le gouvernement puisse transformer leurs villages en blocs pétroliers alors que ces espaces constituent pour eux une source des revenus ». Le gouvernement congolais a publié, jeudi 28 juillet, les appels d'offres de 27 blocs pétroliers sur les 32 initialement prévus et 3 blocs gaziers. Les organisations de défense de l'environnement craignent l'impact négatif de l'exploitation de ces blocs pétroliers et gaziers sur la biodiversité.

Les médecins et techniciens vétérinaires réclament l'égalité de traitement avec leurs collègues des hôpitaux. Le coordonnateur de cette synergie, invite l'Etat congolais à prendre en compte des revendications des vétérinaires de l'Etat, au regard du rôle qu'ils jouent dans la protection de la santé publique. Il a ajouté que la synergie demande que ces revendications soient prises en compte dès cette année : « Le réajustement du taux de la prime de risque alloué aux médecins vétérinaires à partir du 4ème trimestre, aux mêmes titres que leurs homologues médecins des hôpitaux. La révision à la hausse du quota des médecins à aligner au quatrième trimestre 2022. L'ouverture d'une ligne de crédit budgétaire en faveur des techniciens vétérinaires de l'Etat au T4 2022. L'admission sous statuts des médecins et techniciens vétérinaires de l'Etat ».

Ouverture de la première conférence risque pays. Le gouvernement à travers son ministère des Finances, la Fédération des entreprises du Congo (FEC) et d'autres acteurs économiques privés étudient lors de cette rencontre les voies et moyens pour améliorer le climat des affaires en RDC. Cette conférence a pour mission d'examiner l'ensemble des facteurs internes et externes susceptibles d'impacter l'activité économique, politique et sociale du pays. Le Premier ministre a indiqué aux participants de cette conférence qu'il espère que ces assises produiront des réflexions pertinentes pour la bonne marche du pays sur le plan économique.

Maniema : l'ONG Haki za binadamu dénonce les mauvaises conditions de détention des détenus. Selon le secrétaire général de cette structure de défense des droits de l'homme « il n'y a pas de volonté politique de la part de nos dirigeants et aussi des régimes qui se sont succédés. Les détenus doivent jouir de tous les autres droits inhérents à la nature humaine. C'est-à-dire ils doivent manger décemment, ils doivent se recréer à l'intérieur, ils doivent se divertir, ils doivent être éduqués ».

Beni : plus de 1200 ménages des déplacés manquent de nourriture et dorment à même le sol, dans le camp Muchanga à Mangina dans le territoire de Beni (Nord-Kivu). Ces déplacés, venus de plusieurs localités des territoires de Mambasa (Ituri) et de Beni, sont sans assistance. Ils n'ont ni nourriture ni ustensiles des ménages depuis leur arrivée il y a quatre mois. « Aujourd'hui, ils vivent au dépend des petits travaux des autochtones, après ce travail, on leur donne un peu à manger soit de l'argent ne dépassant pas 2000 ou 3000 FC, pas plus. Il y a eu assistance dans l'ancienne vague des déplacés. Mais ça fait quatre mois que nous n'avons rien comme assistance ». Les enfants en âge de scolarité du niveau primaire étudient grâce à la gratuité de l'enseignement. Le vœu principal de tous les déplacés de ce camp est de retourner chez eux.

Kinshasa: arrestation d'un conseiller du chef de l'Etat pour viol présumé. Antoine Abifuanina, conseiller du chef de l'Etat, a été arrêté le 29 septembre par la police, puis détenu au camp Lufungula. Il est accusé de viol présumé sur une mineure. Le fait est encore en train d'être vérifié par l'Officier de la police judiciaire.

Goma : formation des responsables des radios communautaires sur la lutte contre le recrutement des enfants en période de conflit. La section Protection de l'enfant de la MONUSCO a démarré, jeudi 29 septembre à Goma(Nord-Kivu), un atelier de formation sur la documentation des cas de recrutement et d'utilisation des enfants dans les forces et groupes armés au Nord-Kivu en période de conflit, à l'intention des responsables des

radios communautaires de cette province. Ainsi, pendant trois mois, les journalistes des radios communautaires vont s'appuyer sur les spots, sketches et autres messages réalisés à l'occasion de cet atelier.

Kinshasa : bouclage des communes de Lingwala et de Kinshasa par la police. Des barrières ont été érigées dans ces deux communes de la capitale, empêchant ainsi tout accès et sortie. Seuls les médecins, écoliers et enseignants avaient droit de passer. La police était à la recherche des bandits appelés Kuluna, auteurs des cas d'insécurité et de criminalité dans cette partie de la capitale.

Kongo-Central : tenue d'un atelier sur la valorisation des déchets, stratégie de lutte contre le changement climatique. Le thème débattu au cours de cet atelier est « Engageons-nous ensemble pour réduire la pollution, à travers la valorisation des déchets en RDC ». L'objectif de cette rencontre est d'étudier les avantages qui découlent de la valorisation des déchets pour faire réellement de la RDC un pays solution face aux aléas climatiques, selon le coordonnateur de cette structure, Léon Ngalamulume.

Beni : calme précaire après une vive tension dans la commune de Mulekera. Des jeunes du quartier Kalinda ont barricadé les routes pour exprimer leur colère, après l'assassinat d'un jeune homme par des hommes armés non autrement identifiés, dans la soirée du 29 septembre. Les forces de l'ordre qui sont arrivées sur le lieu du drame, ce vendredi matin, pour retirer le corps de la victime et remettre de l'ordre se sont butées à une forte résistance des jeunes. Les policiers ont tiré des coups de feu de sommation en l'air pour disperser ces manifestants.

Kasaï-Oriental : 12 500 Kg de semences améliorées de maïs distribués aux ménages à Nkuadi. Cette distribution a été couplée à une démonstration de la pratique de semences, sous la supervision du responsable de la composante Maïs du programme Agenda de transformation agricole. L'objectif est d'augmenter la production du maïs, lutter contre la faim Kasaï-Oriental et éviter la dépendance extérieure. La distribution des semences améliorées rentre dans le cadre de l'accompagnement technique de ces 600 ménages, propriétaires de près de 500 hectares de terre. Les travaux de labour de ce grand espace agricole sont en cours d'exécution.

Masisi : les groupes armés se disputent le contrôle d'un carré minier à Kalungu. Les miliciens de l'APCLS, de Ndimendime et ceux du NDC-Rénové se disputent, depuis deux semaines, le contrôle d'un carré minier au village Kalungu, territoire de Masisi (Nord-Kivu). Les combats récurrents entre ces groupes armés créent l'insécurité dans cette contrée. Les acteurs de la société civile, affirment que tous ces groupes armés se rabattent sur les populations locales pour leur survie.

Kisangani : montée de l'insécurité dans la commune de Makiso. Des cas de cambriolages et vols armés ont été enregistrés, ces deux derniers jours, au quartier Plateau Boyoma, commune de Makiso à Kisangani (Tshopo). Certains Boyomais attribuent ces actes à un groupe de bandits urbains communément appelés « Kuluna ». Lors d'une opération de traque amorcée la semaine dernière, la police avait arrêté 24 présumés Kuluna. Douze parmi eux ont été relâchés deux jours après par le premier substitut et chef du tribunal de paix de Kabondo.

Développement de 145 territoires : le gouvernement octroie 50 millions USD pour Irumu et Mambasa. Les territoires de Mambasa et d'Irumu sont les deux premières entités de l'Ituri ciblées pour la réalisation des travaux de construction des infrastructures sociales de base. Il s'agit pour la première phase de 4 écoles modernes et quatre centres de santé. « Le début effectif de l'exécution de ce programme dans les territoires de Djugu, Mahagi et Aru interviendra après le processus en cours de sélection des entreprises d'exécution », a-t-il fait savoir.

Walikale : une dizaine de ménages sans abris après leur délogement d'une concession. Ces familles ont été délogées de la concession où ils vivaient dans le quartier Nyalusukula. C'est à la suite d'un procès qu'ils auraient perdu au niveau du Tribunal de grande instance de Goma face à une communauté religieuse qui aurait acquis la parcelle depuis plusieurs années. La société civile de Walikale déplore l'arrestation d'au moins 8 de ces habitants qui tentaient de résister contre l'exécution dudit jugement. Le président de cette organisation citoyenne plaide auprès des autorités judiciaires pour la résolution pacifique de ce conflit foncier.

Masisi : 3 ex-combattants décédés en 3 semaines des suites de la famine à Mubambiro. Cantonnés depuis cinq ans dans le site de regroupement de Mubambiro, territoire de Masisi (Nord-Kivu), trois ex-combattants sont morts, depuis trois semaines, des suites de la famine. Ils ont manifesté, le 30 septembre, pour fustiger leurs conditions de vie déplorable dans ce camp. Ils se disent fatigués des promesses qu'ils qualifient de fallacieuse du gouvernement et désirent retourner chez eux, en attendant le début du Programme de démobilisation désarmement-réinsertion communautaire et stabilisation (PDDRC-S) mis en place par le gouvernement.

Equateur : les députés provinciaux appelés à l'unité. La présidente de l'Assemblée provinciale de l'Equateur a invité ses collègues à présenter chacun les desiderata recueillis auprès de sa base. Elle a lancé une mise en garde contre ceux qui insécurisent la province de l'Equateur et ceux qui se livrent à la cybercriminalité.

